

T2137-601-8,00 F

ISSN 0026-9433

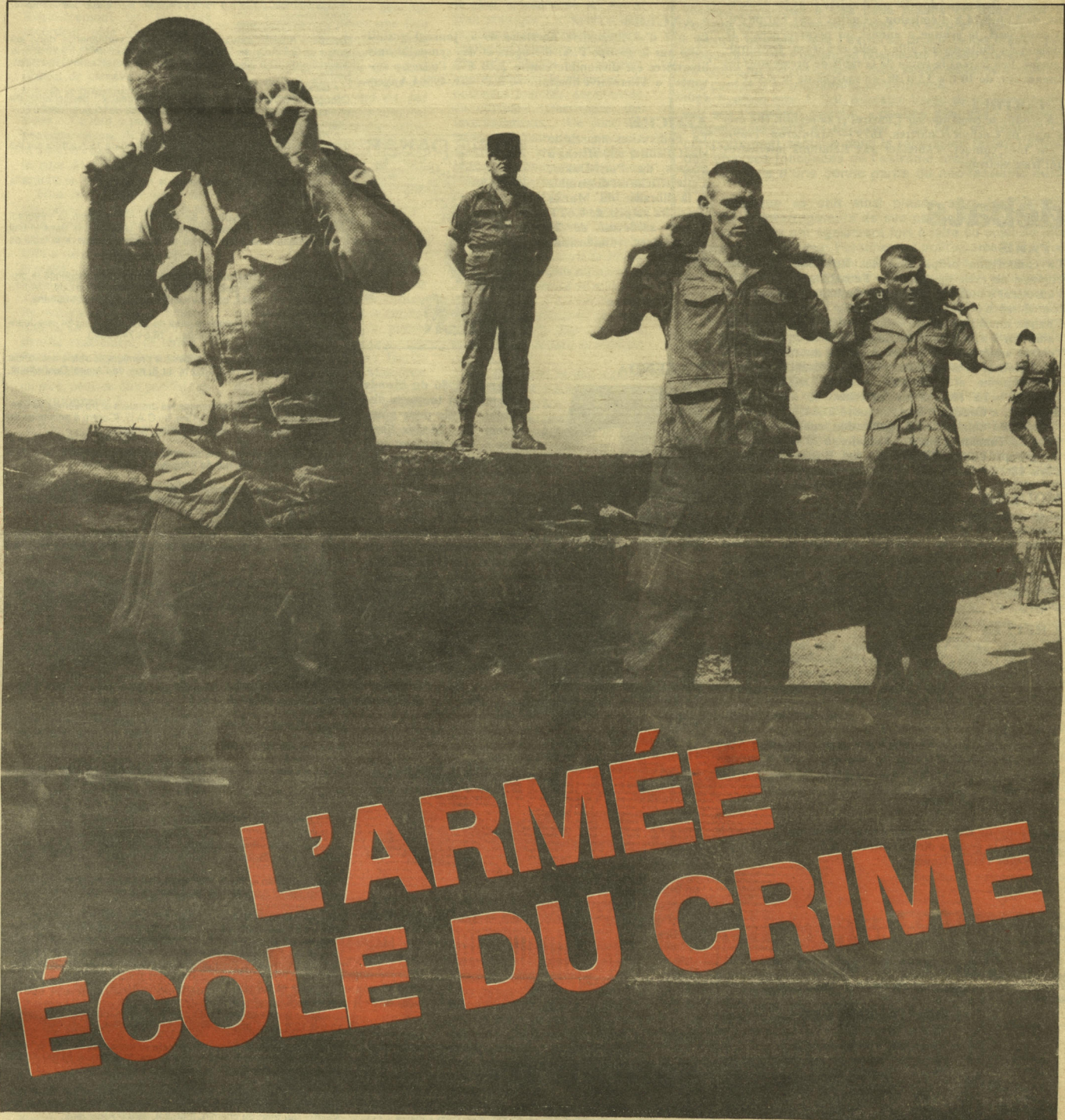
DOSSIER TIERS MONDE

le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°601 JEUDI 9 JANVIER 1986 8,00 F



L'ARMÉE ÉCOLE DU CRIME

TÉLÉVISION

Le service public aux prises avec les pouvoirs politiques et financiers.
PAGE 5

ESPAGNE

Des syndicalistes torturés dans les prisons de la « démocratie pluraliste ».
PAGE 12

KNOBELSPIESS

Nouveau procès ou nouvelle révision d'une nouvelle erreur judiciaire ?
PAGE 6

F°P. 2520

communiqués

• LE HAVRE

Le groupe Jules-Durand organise une vente à la criée chaque dimanche matin sur le marché d'Harfleure. Vous pouvez donc y contacter ses adhérents. Un dépôt du « Monde libertaire » est assuré chaque semaine à la librairie La Galerie, espace Oscar-Niemeyer, Le Havre.

• POITIERS

Le groupe Berkman rappelle qu'il anime tous les mercredis, de 13 h à 14 h, l'émission « Cactus » sur Forum-90. D'autre part, le groupe a annulé ses permanences à la Maison du Puits-de-la-Caille ; celle-ci auront, temporairement, lieu durant la tenue de la table de presse tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au marché de la Z.U.P.

• CHARTRES

Un groupe se constitue sur Chartres et sa région. Il a pris le nom de Cochon (Chartres, 1879 — Maintenon, 1959). Pour tout contact, s'adresser aux Relations Intérieures qui transmettront.

débats

• PARIS

La commission propagande des Relations Intérieures organise un cycle de cours sur l'anarchisme. Ces cours s'adressent à toutes les personnes souhaitant préciser leur connaissance de la pensée anarchiste.

Chaque mardi, un thème sera abordé : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Prochain cours : « L'organisation anarchiste », par Léopold Tamamés, mardi 14 janvier, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.

• MOULINS

Le groupe de Moulins animera le 14 janvier, salle Albert-Sarrazin, à 20 h 30, à Moulins, un débat public sur le thème : « Les élections : délégation de pouvoir, que vous reste-t-il ? ». Nous invitons les personnes préoccupées par ce problème à venir en débattre. Les anarchistes ne sont pas antiparlementaristes par principe, à vous d'en juger.

• CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti organise une soirée-débat à propos de Gaston Couté, avec Jean-Pierre Gault (Le Vent du Ch'min), samedi 18 janvier, à 20 h 30, au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.). Venez nombreux !

• ANGERS

Le groupe Elisée-Reclus d'Angers organise une conférence-débat le jeudi 16 janvier, à 20 h 30, au C.A.D., 43, place Grégoire-Bordillon. Thème : « Les expériences de sociétés libertaires ».

• ROUEN

Le groupe de Rouen organise une réunion publique sur le thème de la gestion directe samedi 18 janvier, à 14 h 30, Halle aux Toiles, Rouen.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

éditions

• ANGERS

Le n°7 d'« Alternative libertaire 49 », journal gratuit édité par le groupe F.A. d'Angers et des sympathisants libertaires est disponible contre 2,20 F à l'adresse suivante : « Alternative libertaire », B.P. 401, 49004 Angers cedex.

• AFFICHE

La Fédération anarchiste vient d'éditer une affiche à propos du Paris-Dakar. Cette affiche est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 0,60 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires (dimensions 42 x 56).

• AGENDA

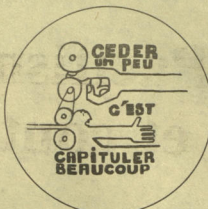


L'agenda 1986 du Monde libertaire est toujours disponible. Utile pour vous, lecteur du « Monde libertaire », c'est aussi un outil de propagande à travers les thèmes qu'il aborde. Il est indispensable à la vie personnelle et militante. Commandez-le dès maintenant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (Tél. : 48.05.34.08). Dimension : 10 x 20. Prix de soutien : 70 F. Prix unitaire : 55 F. Prix au dessus de 5 exemplaires : 37 F l'unité (frais de port en plus). Chèque à l'ordre de Publico.

• BADGE

Le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer un badge (diamètre 38 mm, couleur : rouge) sur le thème d'actualité : « Céder un peu, c'est capituler beaucoup ».

Ce badge est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F. Pour diffusion (plus de 10 exemplaires), vous pouvez contacter le groupe (GRELE, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles).



sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes — **PAGE 3 :** Le pacifisme d'Etat et contre l'Etat, Editorial — **PAGE 4 :** Hersant, le papivore a encore frappé, Un verre d'eau et la liberté syndicale, La flexibilité, Décès d'un camarade — **PAGE 5 :** Les socialistes et l'audiovisuel, L'information télévisée — **PAGE 6 :** Nouveau procès pour R. Knobelpiess, Le coupable idéal — **PAGE 7 :** Dossier tiers monde : le problème agricole — **PAGE 8 :** Barouf à Beyrouth, Mineurs britanniques, Une nouvelle guerre en Afrique — **PAGE 9 :** Centenaire de l'anarchisme australien, Syndicalisme à I.B.M., Espagne, Vénézuéla — **PAGE 10 :** L'information pendant la Première Guerre mondiale — **PAGE 11 :** Interview du groupe Karnage, Programme R.-L., Peinture — **PAGE 12 :** Répression contre la C.N.T., Réformisme et syndicalisme.

liste des permanences des groupes f.a.

• PROVINCE

• GARD
Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h, à l'A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillotte.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Douvre), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers.

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métré Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les premiers dimanches du mois au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleure.

• SEINE-SAINE-DIENNE

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• SOMME

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis, de 17 h à 19 h, à la Maison du Puits-de-la-Caille, 36, rue Saint-Symphorien, Poitiers.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis, de 18 h 30 à 19 h 30, au métro Belleville et/ou Pyrénées ; et au local du groupe, à partir de 21 h, au 26, rue Piat, Paris 20^e (dans la cour, 2^e porte à gauche).

BANLIEUE

• Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

• Hauts-de-Seine

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

• Val-d'Oise

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

• Val-de-Marne

Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philippe, 2, rue Louise-Aglad-Cretté, Vitry.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

EN ce début d'année, traditionnellement, « tout le monde il est beau, tout le monde il est pacifiste ». Les grands de ce monde échantent leurs bons vœux de paix et préparent la guerre (*Si vis pacem, para bellum*, sans doute !); l'O.N.U. a décidé que l'année 1986 serait celle de la paix; et pendant ce temps-là le tiers de la terre est ravagé par des conflits. Régulièrement les journaux accordent plus ou moins de place, au sein de leurs colonnes, aux efforts de paix, à la négociation de Genève qui ne cesse pas de se poursuivre, aux manifestations ou aux marches pacifistes... Le mot « paix » se vide progressivement de sens, au fur et à mesure que le « pacifisme » se pare de couleurs bien différentes.

Tous ces « pacifismes » ont cependant une chose en commun : concilier la paix avec une structure étatique de la société. Même chez certains camarades, le terme vague de « pacifisme » surgit quelquefois au détour d'une conversation ou d'un article. Mais au fait, les anarchistes sont-ils ou non pacifistes ? Que signifie exactement ce terme ? Peut-il être dégagé de sa gangue démocratique et étatique ? En un mot, peut-on être pacifiste et révolutionnaire ?

Un pacifisme démocratique

Déjà, en 1921, Luigi Fabbri notait : « L'aspiration, plus que légitime, à la cessation de la guerre, en même temps que le désir de trouver une plus large adhésion, ont fait accepter, en cette période, des idées qui oscillaient entre le pacifisme bourgeois et le neutralisme de l'Etat, tantôt plus ou tantôt moins accentuées, mais qui s'inspiraient en grande partie du concept démocratique et étatique du socialisme autoritaire et marxiste. (...) le même état d'esprit a germé aussi chez certains qui se disaient anarchistes, spécialement en France, et un peu en Allemagne. » (1).

N'aboutit-on pas toujours au leurre démocratique : d'un côté, il s'agirait de remplacer à la tête de l'Etat les dirigeants pour connaître le socialisme (dans le sens de libération sociale et de suppression de l'exploitation économique), et de l'autre le parallèle pacifiste : les possibilités de conflits seront supprimées si l'Etat adopte une attitude pacifiste en désarmant, en négociant avec les autres Etats, en supprimant l'armée...

N'a-t-on pas vu en novembre 1984 une organisation pacifiste (Résistance internationale des femmes à la guerre) proposer comme remède à la guerre la constitution d'un ministère de la Paix. C'est simple et il suffisait d'y penser : « Nous voulons un ministère de la Paix... Pour exiger le désarmement (...). Pour mettre en place la reconversion des fabriques d'armes (...). Pour garantir notre sécurité (...). Pour créer une éducation à la paix... »

Cette démarche rejoint, quant au fond, les nombreuses propositions de réduction des arsenaux, « de négociation pour l'arrêt des essais, de la construction et du déploiement de nouvelles armes nucléaires » (2). « Le gouvernement peut faire des propositions pour contri-

buier aux succès des négociations à Genève, à Stockholm ou dans le cadre des Nations unies. » (2). Et même le désarmement unilatéral, qui semble la revendication la plus radicale, ne repose-t-il pas sur la bonne volonté d'un Etat de désarmer pour montrer l'exemple aux autres.

En fait ne s'agit-il pas toujours de ce pacifisme dénoncé par Fabbri qui désire que l'un des responsables des possibilités de guerre, la structure étatique des sociétés, remédie au même état de fait. Que ce soit par des manifestations de rue ou par une pression parlementaire, croire en cette possibilité relève de l'illusion démocratique ; c'est penser que l'Etat peut et veut la paix, alors que la guerre est nécessaire à son existence.

L'Etat de guerre

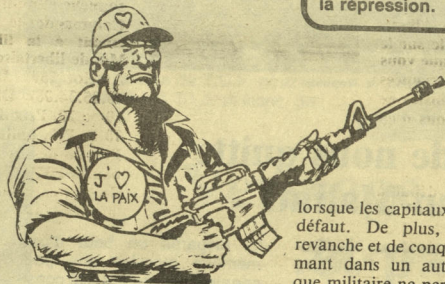
Jaurès, ne percevant, comme beaucoup de marxistes, que l'aspect économique des choses, ne disait-il pas que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage ». Les anarchistes, signant en février 1915 une réponse au Manifeste des seize de Kropotkine, possédaient une vision plus globale des causes de guerre, à la fois politique et économique : « La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l'Europe, comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside uniquement dans l'existence de l'Etat, qui est la forme politique du privilège. »

« L'Etat est né de la force militaire ; il s'est développé en se servant de la force militaire ; et c'est encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir sa toute puissance. Quelle que soit la forme qu'il revête, l'Etat n'est que l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés. » (3).

En fait l'écllosion d'un conflit dépend du déséquilibre entre facteurs limitatifs et multiplicateurs d'un Etat. La guerre permet à l'Etat (forme politique de la domination) et au capitalisme (forme économique), privé ou d'Etat, de surmonter leurs crises.

La guerre est une saignée nécessaire et utile que ce soit sur le plan économique ou sur le plan politique : « boom » économique de l'après-guerre, résolution momentanée des conflits de classes et sociaux, appropriation de richesses, de nouveaux marchés, suppression du chômage, réactivation des investissements... Ce sont des bouées de sauvetage pour un système en crise. « Petit ou grand, le commerce, dans son ensemble supporte bien les conflits. Entre 1939 et 1945, le volume des échanges de l'U.R.S.S. a augmenté dans des proportions considérables, celui du Canada s'est accru de 300%, celui des Etats-Unis est passé de 5 milliards et demi à 18 milliards de dollars. (...) La production militaire américaine presque nulle en 1939, était en 1944 égale à celle de tout le reste du monde. » (4).

Des industries et des régions (la Sibirie entre autres) ont été développées grâce à la guerre — et ne l'auraient, probablement, jamais été sans elle — et à ses multiples péripéties. La reconversion civile des usines



lorsque les capitaux ne font pas défaut. De plus, l'esprit de revanche et de conquête s'expriment dans un autre domaine que militaire ne permet-il pas à

Pacifisme d'Etat et contre l'Etat

Il suffit de constater la longue liste des « efforts » de paix consentis par les Etats, depuis 1920 jusqu'à nos jours, établit par Jean Bacon dans son ouvrage (4), pour constater que les traités, les négociations, les congrès sur le désarmement, les commissions internationales... n'ont aucunement empêché les conflits de se produire. Et l'on peut constater chaque jour la véracité de cette définition de la paix par Giroudoux : « intervalle entre deux guerres ».

Comment pourrait-il en être autrement puisque l'Etat est un organisme social qui ne vise, comme tout être, qu'à croître que ce soit sur le plan interne ou externe. Cet impérialisme « biologique » de l'Etat peut être constaté historiquement, au niveau économique tout autant que territorial. Il existe, heureusement, des facteurs concurrents dans la société (nationale et internationale) pour combattre et limiter ce développement.

d'armes aux Etats-Unis a permis à ce pays un développement économique sans précédent et a favorisé son attaque du marché mondial, lui donnant ainsi une suprématie économique. Dans tous les pays, la période de reconstruction a été marquée par un coup de fouet économique dans tous les domaines : construction, biens de consommation, développement de nouvelles techniques mises au point pendant la guerre... et tout cela dans un climat de « paix » sociale. C'est la période du « Retrouvez vos manches ! » qui unit artificiellement les classes sociales.

On cite souvent le cas du Japon et de l'Allemagne dont la prospérité économique serait due à l'absence d'armée depuis 1945. Peut être est-ce l'un des facteurs, mais ne serait-ce pas surtout la destruction de l'appareil productif qui permet bien des modernisations et l'adaptation à des techniques nouvelles

la population d'accepter des sacrifices qui n'auraient pas été consentis autrement. Plus que sur une absence d'armée (qui existe en fait modestement, au Japon, sous le délicat terme de « forces d'autodéfense »), le « boom » économique repose sur les traces laissées par la guerre.

Pour un pacifisme contre l'Etat

Si la guerre est aussi nécessaire à la survie du système capitaliste et de l'Etat, comment voulez-vous que la paix soit possible sans destruction de l'un et de l'autre ? Confier à l'Etat le soin de faire la paix est aussi illusoire que penser qu'il pourra résoudre le problème de l'inégalité sociale par des réformes.

Alors que faire ? Ne s'agit-il pas de construire un « pacifisme » contre l'Etat en nous référant à ce texte toujours actuel (3) : « Le rôle des anar-

Editorial

DU V.M.O. flamand aux néo-nazis du Vikingjugend, en passant par le Front de la jeunesse, la Belgique reste un nid tranquille pour les coucous que sont les mouvements extrémistes fascistes. Aussi, apprendre que la justice belge a décidé de prolonger la détention de trois hommes arrêtés le 30 décembre, soupçonnés de servir de soutien logistique à une base établie en Italie pour le compte de mouvements arabes, ne surprend guère.

Faut-il rappeler que l'extrême droite belge n'avait pas uniquement les Phalanges libanaises Kataeb comme point de chute au Moyen-Orient, mais savait aussi se contenter des camps d'entraînement palestiniens.

La fixation que J. Gol, ministre belge de la Justice, faisait sur l'extrême gauche, « gauche dévoyée » comme il l'appelle, va-t-elle se déplacer ? On peut en douter ! Ce comportement sectaire dans la répression faisait l'affaire des diverses tendances de l'extrême droite belge, carrefour et relais d'une bonne partie du néo-fascisme européen.

La Belgique se voit ainsi placée sous les regards inquiets et interrogateurs de ses partenaires européens. Partenaires qui ont également fort à faire au sujet de leur propre ordre intérieur. Parachevant politiquement une collaboration déjà ancienne, l'Espagne et le Portugal sont entrés dans le club européen. La coopération européenne antiterroriste est lancée depuis longtemps. Barrionuevo, Monsieur « plus » de l'antiterrorisme espagnol ne cessait de faire l'aller-retour entre Bruxelles et Madrid. Bruguière, juge d'instruction, de perquisitions en rafles trouve également le temps de se rendre à Bruxelles. Il reste pour ces messieurs à construire l'espace judiciaire européen, c'est-à-dire « ôter aux différents "terroristes" les espaces libres que les lois de certains Etats leur offrent encore ».

Opérations « Mammouth » et « Motorman », mise en place de dispositifs contre-insurrectionnels (sic) en Angleterre, programme Trevi (terrorisme, radicalisme et violence internationale)... les polices d'Europe se solidarisent, par delà les frontières. Notre silence et notre indifférence légitime et renforcent cette Europe de l'ordre et de la répression.

chistes (...) est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle, c'est d'appeler les esclaves à la révolte, contre leur maître. La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir les divers Etats, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées. » Dans ce cas, alors oui, les anarchistes sont pacifistes.

PASCAL BEDOS
(Gr. Sacco-Vanzetti)

- (1) Luigi Fabbri, « Dictature et Révolution », à paraître aux Editions du Monde libertaire.
- (2) Tract du Mouvement de la Paix.
- (3) Manifeste des anarchistes, février 1915, in « Pierre Kropotkine, Oeuvres », édition F.M./petite collection Maspéro.
- (4) Jean Bacon, « Les seigneurs de la guerre », édition Les Presses d'aujourd'hui, en vente à la librairie du Monde libertaire, 72 F.



en bref...en bref...

• La coordination « On arrête tout » vient d'éditer du matériel pour la campagne sur le service civil à un an. Cartes de soutien : 5 F l'unité, 4 F à partir de cinquante. Affiches : 3 F l'unité, 90 F les cinquante. Dessin de Pottier : 2 F l'unité, 50 F les cinquante. Pour plus de renseignements : coordination « On arrête tout », c/o A.R.I.C.O., B.P. 2024, 49016 Angers cedex.

• L'Atelier de création libertaire de Lyon organise les 8 et 9 février un colloque sur le thème : « Au-delà de la démocratie ». Ce colloque sur une analyse anarchiste de la démocratie se tiendra au Centre social et culturel « La Condition des soies », 7, rue Saint-Polycarpe, Lyon 1^{er}. Pour plus d'information : A.C.L., 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

• Une bibliothèque antimilitariste et une permanence « objection » viennent de se créer à Bordeaux. La permanence se déroulera tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (tél. : 16.56.81.01.91).

• La revue « Agora » vient de publier un numéro spécial de bandes dessinées, « Anarchy-Comix », 36 pages contestataires de Soulas, Kristen, Djebel, etc. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Pour assurer l'indépendance du « Monde libertaire », souscrivez...

Hersant

Le papivore a encore frappé !

SAMEDI dernier, la nouvelle était à la une de tous les quotidiens : Hersant « achetait » un nouveau quotidien, le *Progrès* ; son empire a donc augmenté de six titres (1).

On se souvient, il y a quelque temps, les remous qu'avaient soulevés à l'Assemblée nationale la loi « anti-Hersant » du 23 octobre 1984 qui, avec les ordonnances de 1944, devait limiter la concentration des entreprises de presse. Beaucoup de bruit pour un coup d'épée dans l'eau avait-il été écrit dans le *Monde libertaire* à cette époque. La situation actuelle en est une belle illustration.

Car en fait l'achat du groupe lyonnais est presque un bras d'honneur de Robert Hersant au gouvernement, via commission Caillavet. Celle-ci avait « émis des réserves » sur le rachat par le groupe Hersant, estimant que la pluralité était mise à mal et le patron du *Figaro* leur répond en achetant un nouveau quotidien et cinq autres titres !

Les réactions les plus diverses se font jour et nous ne nous priverons pas de citer un bout de celle de Raymond Barre : « (...) le gouvernement a tous les moyens d'agir, qu'il le fasse ! Il ne fait rien ! Il proteste... il

cause... il ne fait rien. » (4 décembre, « L'heure de vérité », A.2).

Les méchantes langues disent que le gouvernement a les mains liées et qu'il s'exerce à la cohabitation. De son côté, Robert Hersant dit qu'il est le plus beau et qu'à la tête de son empire de dix-neuf quotidiens et de plus de vingt périodiques, il ne fait pas de politique...

Est-il meilleur, question paye et conditions de travail, d'être un salarié d'Hersant que de *Libération*, de *l'Huma* ou du *Matin*, voire du *Monde* ? Les travailleurs du livre et tous ceux

qui concourent à la confection de la presse voient en ce moment l'informatique et ses dérivés rogner tous azimuts leurs acquis. La modernité prend tout autant sa revanche dans l'imprimerie avec un patron de gauche qu'avec un patron de droite ! Le brouhaha autour du cas Hersant gomme tout cela...

Géronimo

(1) La société Delaroché S.A., editrice du « Progrès », comprend cinq autres titres : « Le Progrès de Lyon », « L'Espoir », « La Tribune de Saint-Etienne », « La Dépêche de Dijon », « L'Indépendant ».

Un verre d'eau et la liberté syndicale

MALGRÉ ce qu'on voudrait nous faire croire, la législation du code des débits de boissons n'a pas changé et tous les consommateurs peuvent boire gratuitement de l'eau dans les établissements servant de la boisson et des repas. Usant donc ce que leur accordé le droit, les militants du syndicat C.F.D.T. de l'hôtellerie et du tourisme de la région parisienne occupent le terrain et les établissements pour faire respecter la législation sur le droit syndical et social, et ceci sur le thème « un verre d'eau et la liberté syndicale ».

En usant du droit à demander un verre d'eau gratuit dans les établissements (1), les militants syndicalistes de la C.F.D.T. ont obtenu la réintégration de tous les délégués qui étaient concernés par ces actions syndicales efficaces, qui en fait sont de l'action directe !

Affaire à suivre donc, nous vous reparlerons prochainement de ces actions syndicales qui se détachent de la morosité ambiante.

ALEXIS PIERRE

(1) Quelques établissements concernés depuis mars 1984 : Burger King des Champs-Élysées, Brasserie de la gare du Nord, Brasserie Terminus-Nord.



Hersant et sa collection de trophées.

(Photo Gamma.)

Un camarade nous quitte

Florestan Malfati

L'AN n'était pas fini, que nous quittait un camarade : Florestan Malfati, syndicaliste et militant libertaire.

Pour les jeunes militants qui le connaissaient c'était l'ami que l'on retrouvait pour parler de la C.G.T.U., de Pierre Besnard ou de la C.N.T. française. Pour les moins jeunes, c'était le compagnon, l'orateur, le lutteur de toujours, que ce soit à la C.G.T.U., à la C.N.T.F. puis, plus tard, à la C.G.T.-F.O.

Ebéniste, il était né dans le XX^e arrondissement à Paris, rue de la Réunion, le 2 mai 1907, de parents émigrés italiens. Son frère Charles travaillait aussi dans la profession du bois et militait à la C.G.T.-S.R. alors que Florestan (« Tintin ») restait à la C.G.T.U., puis après 36 à la C.G.T. réunifiée. C'est au *Cri du peuple*, hebdomadaire que publiait la minorité syndicaliste de la C.G.T.U., qu'il connut Daniel Guérin qui le décrit dans *Front populaire, révolution manquée* comme un « jeune ébéniste membre du Syndicat du Bois, ardent mais déjà empreint de maturité ».

A la *Libération*, il participe avec les anciens de la C.G.T.-S.R. et d'autres aux Comités de défense syndicalistes. Puis, il adhère à la C.N.T.F. dont il devient secrétaire du syndicat du bois (les réunions

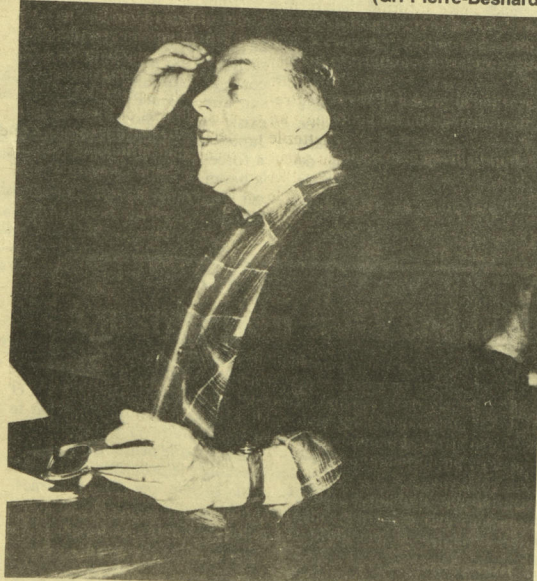
à Paris se tenaient rue Faiderbe, près du Faubourg Saint-Antoine).

Plus tard, à la fin des années 50, il rejoignit la C.G.T.-F.O. tout en animant le cercle syndicaliste qui existait autour de la *Révolution prolétarienne*.

Avec lui disparaît un militant qui s'opposa toute sa vie à l'emprise de tout parti politique sur le syndicalisme. Avec

lui disparaît un bout d'une mémoire ouvrière qui, pour certains aujourd'hui, est considérée comme « archaïque ». Que ceux-là soient assurés que nous continuerons le combat que des camarades comme Florestan Malfati ont toujours mené.

Souvenirs recueillis par Thierry (Gr. Pierre-Besnard)



Les luttes contre la flexibilité

LA fin de l'année 1985 aura été fertile en rebondissements autour de la flexibilité. L'Elysée qui, après le refus syndical de 1984, était obligé via l'Assemblée nationale de légiférer avait tout d'abord « laissé courir » des bruits d'abandon. La décision de convoquer une session parlementaire extraordinaire appartenant au gouvernement et à son chef Mitterrand, ceux-ci attendaient peut-être de vives sollicitations des forces sociales et politiques. Las, il n'y eut que la C.F.D.T. (1) pour demander instamment au gouvernement que la flexibilité devienne loi. Passons sur cette lamentable évocation...

Fidèle à ses habitudes Bergeron, secrétaire de Force ouvrière, envoyait un télégramme au président de la République pour lui demander « instamment de surseoir à toute décision » sur le projet de loi et de lui accorder un entretien pour lui « exposer les raisons de son opposition ». De son côté, pour ne pas être en reste, Louis Viannet de la C.G.T. et numéro deux après Krasucki accordait un entretien à... *l'Humanité*.

Dans celle-ci, Viannet déclarait alors qu'on lui demandait l'appréciation de la C.G.T. sur cette question : « (...) la perspective de retrait du projet constitue un formidable encourage-

ment pour la lutte des salariés en 1986 ». Tout va pour le mieux à la C.G.T. et l'éventuel retrait du projet gouvernemental serait le fruit des luttes menées par la seule C.G.T. (2), qui remonte dans les scores aux élections professionnelles. Air connu, ni entièrement faux ni entièrement juste...

L'exemple de l'accord signé par la direction de Sollac, filiale de Sacilor, et trois organisations syndicales (C.G.C., F.O. et C.F.T.C.) pour geler les salaires en 1986 voit l'opposition de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Des actions sont prévues, mais le personnel est encore sous le coup de la nouvelle qui l'a frappé entre Noël et le Nouvel An. Sur le terrain, tout n'est pas aussi simple que veut le faire croire Viannet, des sections syndicales refusent la flexibilité quoi qu'en pensent leurs directions syndicales. Bon courage à tous pour 1986.

F. BERNARD

(1) Grandjet et non Grandjean, comme il était écrit dans le dernier éditorial, de la métallurgie C.F.D.T. était morté au créneau, suivi de près par Maire (« Le Monde » du 2 janvier). Et les adhérents ?

(2) « La constance de son combat et l'impact de ses initiatives ont conduit d'autres organisations syndicales à modifier leur comportement (...). Mais ces centrales ne se sont pas engagées dans la lutte. »

Du monopole à la privatisation Les socialistes et l'audiovisuel

Le monde de l'audiovisuel est une nouvelle fois en ébullition à quelques semaines de l'échéance électorale de mars 1986... La réforme socialiste en matière de médias ne s'annonce pas très convaincante.

La loi giscard-chiracienne de 1974, qui démantela l'O.R.T.F. sous prétexte de casser le monopole d'Etat de l'information, devait permettre le pluralisme et assurer un meilleur service public. Ce monopole s'en est retrouvé renforcé ; le pouvoir mettant en place d'autant plus d'hommes à lui qu'il existait de moyens de communication. Le pluralisme, quant à lui, est tombé dans les oubliettes, bientôt rejoint par la notion de service public.

En mai 1981, un « nouvel espoir renaît » (sic) et la loi de juillet 1982, devant permettre une viabilité plus grande de la loi de 1974, est mise en place ; ainsi le pouvoir financier et politique se trouve une nouvelle fois renforcé.

Cette loi, tout en maintenant la loi de 1974 (à l'époque, tout ce qui se réclamait de gauche avait hurlé au scandale et à la casse du service public), prévoit la création de télévisions locales et régionales (régionalisme et décentralisation obligent !). Ce projet n'a toujours pas vu le jour, compte tenu des enjeux politiques dans les conseils régionaux tenus en majorité par l'actuelle opposi-

tion. Radio France outre-mer (R.F.O.) et Radio France internationale (R.F.I.) sont retirées de la tutelle de Radio France. Télédiffusion de France maintient son monopole des émetteurs. On ira jusqu'à abolir le monopole de programmation, par la création de « radios privées » (dont naîtra l'officialisation de Radio-Libertaire, radio libre sans publicité) et par la mise en place d'un projet de cinquième chaîne de télévision privée.



tion. Radio France outre-mer (R.F.O.) et Radio France internationale (R.F.I.) sont retirées de la tutelle de Radio France. Télédiffusion de France maintient son monopole des émetteurs. On ira jusqu'à abolir le monopole de programmation, par la création de « radios privées » (dont naîtra l'officialisation de Radio-Libertaire, radio libre sans publicité) et par la mise en place d'un projet de cinquième chaîne de télévision privée.

Des projets et des promesses

En 1984, le rapport Bredin fait état d'un maximum de deux chaînes privées, de télévisions locales cablées (expérience tentée depuis quelques jours sur Cergy-Pontoise) et du développement des Sociétés locales d'exploitation du câble (S.L.E.C.). La campagne électorale battant son plein, les promesses fusent... La

droite reprend son cheval de bataille et promet que, si elle revient au pouvoir, elle privatisera plusieurs radios et chaînes de télévision. L'enjeu politique pour s'accaparer le pouvoir passe par l'audiovisuel, nerf de la guerre. Mais avant que cette échéance électorale soit terminée, le pouvoir socialiste ne s'avoue pas vaincu. Le projet socialiste en matière d'audiovisuel prévoyait la création d'une quatrième chaîne privée (Canal Plus, en place depuis plus d'un an), la mise en place de la cinquième chaîne (accord « C'est-doux et Ripoux, Ber-lue's-connerie »), l'installation d'une sixième chaîne privée musicale et de la septième chaîne publique culturelle (projet Desgraupes), dont le capital serait de 45% pour F.R.3, 15% pour l'I.N.A. (Institut national de l'audiovisuel), 15% pour Radio France et 25% pour l'Etat. Cette dernière proposition étant un projet culturel de « haut de gamme ».

La création de la cinquième chaîne de télévision privée (Seydoux, Riboux et Berlusconi) bénéficie d'une approche privilégiée politiquement par le gouvernement socia-

liste, avec des appuis financiers importants. Le cahier des charges est moins contraignant pour cette nouvelle chaîne que pour les chaînes du service public. La publicité devient présente au cœur même des programmes et pose le problème de la création audiovisuelle. Les chaînes du service public sont tenues de respecter un quota de créations françaises (S.F.P.) alors que la 5 pourra acheter à bas prix des productions étrangères (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, etc.) et ainsi proposer une télévision au rabais.

La publicité à l'antenne

Au départ la publicité n'existait pas sur le petit écran... C'était dans la nature du service public de s'en protéger. Puis, la publicité de « groupement d'intérêts » fut introduite, et en 1968 la publicité de « marque » fait son apparition

à doses très modérées. L'influence sur les programmes ne se fait encore pas trop sentir.

En 1972, les ressources publicitaires dépassent 20% des ressources totales du service public, mais celui-ci reste protégé par un plafond de 25% et la redevance (maintenant sous tutelle du ministère de l'Economie et des Finances) reste la principale source financière de l'audiovisuel.

Lors du démantèlement de 1974, la Régie française de publicité (R.F.P.) se scinde en deux organismes gérant séparément les recettes financières publicitaires de T.F.1 et d'A.2. Le financement de la publicité dépasse alors les 50% sur A.2 et les 60% sur T.F.1. La loi, elle, limite toujours à 25% ces recettes et l'apport de publicité reste toujours interdit sur Radio France et F.R.3.

En 1982, le ministère Fillioud supprime la loi des 25% et la publicité fait son apparition sur Radio France et F.R.3, ainsi que le patronage de certaines émissions par des marques. Ce patronage prendra d'ailleurs le nom de « sponsoring ». Et bientôt nous pourrions nous révolter contre le passage d'extraits de films entre deux messages publicitaires !

La facture de T.D.F. pour la 5 serait de 51,8 millions de

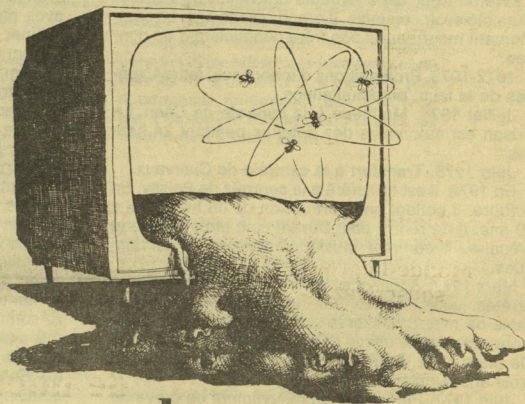
francs, alors que T.F.1 et A.2 devront payer 500 millions à l'établissement public pour leurs émetteurs. Depuis le 31 décembre 1985, le gouvernement a décidé — une nouvelle fois, la maladresse caractérise le pouvoir socialiste — de remodeler légèrement le contrat de concession et la cahier des charges de la cinquième chaîne. Ce cahier des charges sera soumis, pour avis seulement, à la Haute Autorité de l'audiovisuel (à la solde du pouvoir en place), qui sera désormais consultée pour tout nouveau projet hertzien privé.

Comment prendre le terme « pluralisme » pour autre chose que de la démagogie, lorsqu'il s'agit de télé étatique, qu'indépendance n'est qu'un doux euphémisme, et que plu-

ralisme va dorénavant s'associer à privatisation. L'Etat détenait le pouvoir médiatique et l'information était distillée en fonction des conditions socio-politico-économiques... Maintenant, avec la privatisation des moyens d'information, la dépendance à l'argent et au pouvoir deviendra encore plus pesante.

Les anarchistes combattent tous les pouvoirs, qu'ils soient étatiques, financiers, militaires ou religieux. La télévision doit être un moyen d'information ouvert à tous sans distinction d'appartenance à la représentativité d'un pouvoir quelconque. Nous continuerons donc de combattre le pouvoir de l'argent et de l'Etat au sein de la télévision.

Liaison O.R.T.F.



Verbiage, plumage... et panade !

DÉCIDÉMENT les paradoxes fleurissent dans le milieu de la communication. En voici un intéressant, ou plus exactement une formulation paradoxale d'une réalité somme toute logique : au fur et à mesure que les années s'écourent, il est de plus en plus difficile d'être informé malgré une « surinformation » croissante.

C'est d'ailleurs le résultat d'un phénomène d'occultation connu depuis longtemps et fort simple dans sa conception. Prenez un objet quelconque, un bibelot X par exemple, mettez-le dans une pièce très peu meublée... oui, là, sur la table. N'importe quel visiteur le remarquera du premier coup d'œil. Maintenant, créez un grand désordre, apportez beaucoup d'objets, des vêtements, etc. Vos yeux, en entrant à nouveau dans cette pièce seront tellement sollicités, il y aura tellement d'informations visuelles à décoder en peu de temps que ce même bibelot X, pourtant à la même place, passera inaperçu.

Tel est malheureusement le principe de l'information au jour d'aujourd'hui. Tant par le fait que par l'extrême augmentation de la rapidité et de la qualité technique des moyens de communication, que par une volonté plus ou moins consciente ou plus ou moins contrô-

lée. Dans le dernier cas, nous avons droit à un petit « plus » qui fait tout le sel des manœuvres médiatiques et qui consiste à ne dire que rarement quelque chose de faux, mais jamais toute la vérité. Cette petite parcelle de réelle information vous fera avaler avec gourmandise tout le délayage stérile qui l'accompagnera.

Des exemples ? Tenez, au hasard, l'affaire « Greenpeace »... le Rainbow Warrior a été coulé par des agents français ; c'est l'once de vérité. Le délayage, c'est toute la mise en scène dramatique-patriotique sur le sort des faux « époux Turange », et parallèlement l'occultation sera centrée sur la mort du photographe portugais, sur la question des essais nucléaires, sur la véritable raison politique de cette prétendue fausse manœuvre. L'affaire de Dieuleveut, le trouble de Fabius, les voyages de Mitterrand, quelques « casses » par ci par là, la nouvelle charité aux nouveaux pauvres... et vous avez un déluge d'informations qui noient et masquent certains faits pourtant autrement importants.

La privatisation accélérée des économies européennes ; la loi sur la flexibilité de l'emploi, qui comble d'aise le C.N.P.F. ; et j'en passe ; relèvent du même

processus et pour un même but : le vedettariat des hommes politiques, méthode importée des Etats-Unis, bat son plein. Ce sera à qui viendra présenter sa petite famille, à qui viendra pousser la chansonnette, à qui viendra raconter sa petite enfance. Mouche ton nez et dis bonjour à la dame. Mais, ma bonne dame, comment voulez-vous que M. Médecin soit un mauvais bougre : il sait si bien raconter la recette de la salade niçoise (véridique, hélas !). Comment voulez-vous tenir rigueur des errements de la politique sociale actuelle à Mme Dufoix, elle a un si joli rire et un mari si adorable. Et, oui, deux heures d'antenne un dimanche matin pour vous faire entrer cela dans le crâne. Bref, si on en croit les médias, on est gouverné par des « gonzes chébrans » et des « meufs blécas », sympas en diable !

Et pour finir : qui sont les plus ridicules, les plus « ringards » ? Ceux qui font les enjôleurs sur la scène ou ceux qui gobent et en redemandent ? Ceux qui déversent des tonnes de poudre aux yeux ou ceux qui abandonnent tout pour s'en mettre plein les mirettes ?

GERARD MOSSÉ
(« Mon quartier, mon village », R.-L.)

Roger Knobelspiess une vie d'antécédents et de luttes...

Le procès de Roger Knobelspiess a lieu actuellement à la cour d'assise d'Evry depuis le 6 janvier. Roger K. est jugé pour un hold-up qu'il nie avoir commis. Roger K. c'est l'histoire de l'acharnement judiciaire, des luttes contre les Q.H.S., des injustices d'une vie. Depuis l'âge de 15 ans, Roger K. traîne quasiment sa peau dans les prisons.

Pour se rendre à Evry (le procès se termine le 17 janvier) : trains gare de Lyon tous les quarts d'heure.

ROGER Knobelspiess est né le 15 septembre 1947 à Elbeuf, quatrième d'une famille de huit enfants. Il quitte l'école à 14 ans. A 15 ans, apprenti-tôlier. Courte détention pour vol. A 19 ans : condamné à trois ans de détention pour vol.

20 mai 1969. Il est libéré, il a 22 ans. « Ce sont les militaires qui viennent me chercher pour m'incorporer d'office. Je suis farouchement antimilitariste. Je suis dans la jeep à côté d'un lieutenant qui ne cesse de me dire que je vais en bavard à l'armée vu que je sors de taule... Je saute, je me perds dans la foule. »

6 juin 1969. Arrestation à Besançon pour vol. En septembre, transféré à Evreux, isolement en cellule 24 heures sur 24.

En juillet 1972, il est jugé à Bernay pour l'agression d'un pompiste.

4 mars 1972. Roger comparait devant les assises d'Evreux. Pour cette minable agression qu'il a toujours nié avoir commise, il prend quinze ans. Le commerçant meurtrier de son frère bénéficiera d'un non-lieu.

1972-1973. Protestations d'innocence, lettres, grèves de la faim, automutilations.

Juillet 1974. Mutinerie à la centrale de Caen. La prison est aux mains des détenus pendant 24 heures.

Juin 1975. Transfert à la centrale de Clairvaux.

En 1976, il est transféré à la centrale de Poissy. En octobre, il obtient une permission de 48 heures. Il a 29 ans. Il ne rentre pas. Durant cinq mois de liberté précaire, il commet plusieurs agressions de banques.

Mars 1977. Roger et sa compagne Jacqueline sont arrêtés. Isolement à Evreux : trois mois de Q.H.S., un mois de mitard. Observe une grève de l'instruction pour obtenir une ultime fois la révision de son procès de mars 1972. Pour ces raisons, il est condamné à trois ans supplémentaires.

Juin 1977. Participe à un mouvement de grève de la faim à Evreux : mitard et transfert au Q.H.S. de Fresnes.

Janvier 1978. Il participe au grand mouvement de lutte contre les Q.H.S. : 800 détenus sont en grève de la faim et signent un appel.

13 mars 1979, Roger a 31 ans. Il est à bout et se tranche la gorge. Fin juin 1979 : transfert au centre de détention de Melun.

Avril 1980. Parution de *Q.H.S.*, préfacé par Michel Foucault.

Mars 1981. Parution de *L'Acharnement ou la volonté d'erreur judiciaire*.

5 octobre 1981. Gala de soutien à Roger K. Dernière semaine d'octobre 1981 : Roger comparait devant les assises de Rouen pour les attaques de banques commises en 1976. Il est condamné à cinq ans de réclusion criminelle.

6 novembre 1981. Mitterrand signe la grâce de Roger K.

23 septembre 1982. Fusillade du Pont-de-l'Arche dans laquelle on implique Michel Baron et Jacques Knobelspiess. Le nom de Roger K. est également avancé. Sa compagne et deux témoins affirment avoir dîné avec lui ce soir-là. Roger ressort libre du cabinet du juge d'instruction. Jacques K. et Michel B. sont recherchés par la police.

24 mai 1983. Vers 21 h, sur une bretelle d'autoroute de Palaiseau, un fourgon de transport de fonds est attaqué par de faux policiers. Gébé, rédacteur en chef de *Hara Kiri* se souviendra plus tard avoir quitté ce jour-là Roger K. à 20 h 30, dans le Quartier latin.

5 juin 1983. Roger est arrêté à Honfleur. Baron et les compagnons des deux hommes ont été également arrêtés. Le 7, Roger et Baron sont inculpés d'attaque à main armée. Le 8, le juge instruisant le dossier décide d'inculper Roger.

4 juillet 1984. Les avocats de Roger K. et quelques amis donnent une conférence de presse pour démentir l'existence de preuves matérielles et faire connaître le témoignage de Gébé.

9 août. Sept détenus, dont Roger, se coupent un bout de doigt à l'appui d'une lettre ouverte à Badinter. En septembre 1984 parution du *Roman des Eca-meaux*.

Octobre 1984. Roger compte au nombre des centaines de détenus qui mènent un mouvement de refus des plateaux-repas pour protester contre l'aggravation des conditions de vie dans les prisons et des conditions de jugement dans les tribunaux.

27 novembre 1984. Arrestation de J.-C. Porchou qui reconnaît sa participation au hold-up de Palaiseau. Il met Roger hors de cause.

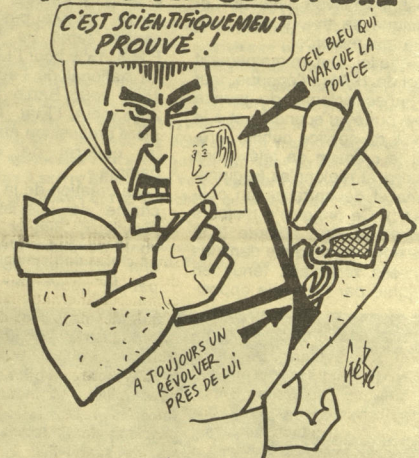
Mars 1984. Roger « seul » est condamné à 8 jours de mitard pour avoir, « avec d'autres », protesté contre le passage à tabac d'un détenu.

Mai 1985. Emeutes dans les prisons françaises. Parti de Fleury-Mérogis, le mouvement s'étend à une grande partie des maisons d'arrêts. De nombreux prisonniers sont transférés, envoyés au mitard. Roger a marqué sa solidarité sans participer aux violences. Il figure parmi les signataires d'un appel à la grève de la faim pour la levée des sanctions.

A.R.K.

POURQUOI PERDRE DU TEMPS ET DE L'ARGENT À JUGER
ROGER KNOBELSPIESS ?

IL EST NÉ COUPABLE



Un coupable idéal !

PEUT-ON être à la même heure à Palaiseau et à Paris ? Des policiers et des magistrats le prétendent, comme il leur faut prétendre bien d'autres absurdités, ignorer bien des contradictions, pour accuser quelqu'un qui à leurs yeux ne peut être que coupable, puisqu'il s'appelle Roger Knobelspiess.

Le 5 juin 1983, Roger K. est arrêté à Honfleur alors qu'il rendait visite à un ami en cavale. Aussitôt les médias proclament qu'il existe des preuves matérielles de sa participation à un braquage commis quinze jours plus tôt à Palaiseau. C'était un pur mensonge d'origine policière, mais l'image d'un Knobelspiess coupable s'est imposée immédiatement, parce qu'elle répondait aux besoins d'une opinion droguée par les discours sécuritaires, et en manque de preuve du prétendu laxisme de la gauche.

Une accusation inconsistante

Depuis deux ans que Roger K. a été ramené en prison, tout

le travail de la justice a consisté à justifier l'image mensongère inventée par la police et fabriquée par les médias. Mais pour cela, il a fallu ignorer les énormes failles de l'accusation.

- Sur quatre témoins du braquage, deux accusent Roger. Mais leurs déclarations sont extrêmement contradictoires, entre elles et dans le temps. Leurs premières descriptions des braqueurs ne correspondent pas au physique de Roger. S'ils l'ont « reconnu », c'est après que les médias ont montré son image et proclamé sa culpabilité.

- Les deux autres témoins ne reconnaissent pas Roger K.

- Le rédacteur en chef de *Hara Kiri* a témoigné que Roger se trouvait à 20 h 30 à Paris dans le quartier Maubert. Le hold-up a eu lieu à 21 h 04. Compte tenu de la durée du trajet entre Maubert et Palaiseau, il était déjà stupide d'imaginer un braqueur courant le risque d'arriver en retard. Mais en plus, un homme a avoué avoir participé au hold-up, et affirme que ses complices et lui se trouvaient à Palaiseau dès 20 h 30 au

plus tard. La justice ne remet en question ni le témoignage de Gébé ni celui de l'inculpé en question, elle se contente d'ignorer leur contradiction.

Si l'on s'est acharné à maintenir Roger en détention, si on le traîne aujourd'hui devant les assises d'Evry dans le grand silence des bonnes âmes de gauche qui autrefois l'ont soutenu, c'est parce que Roger est devenu un coupable idéal. Il est coupable d'être devenu un symbole de l'humanisme d'une gauche effrayée de l'audace avec laquelle elle a songé un instant à réformer les prisons — alors que la prison n'est pas à réformer, mais à détruire. Il est coupable de l'autocritique à laquelle il a contraint l'institution judiciaire : au cours de son procès de 1981, juge, procureur et jurés ont reconnu l'inhumanité de l'engrenage judiciaire qui l'a broyé. Roger est coupable d'une grâce qui l'a libéré alors qu'il ne lui restait que quelques mois à faire : il est devenu le « libéré de Badinter », le « gracié de Mitterrand », gauche et droite ont réglé leurs comptes sur son dos.

Un innocent insupportable

Surtout Roger est coupable de s'être battu contre une justice qui a gracié le notable meurtrier de son frère, voleur de transistors, et qui l'avait condamné, lui, pour un vol de 800 F qu'il a toujours nié, à quinze ans de prison ; il est coupable de s'être battu contre les quartiers de haute sécurité et l'horreur ordinaire des prisons, en écrivant ses livres (*Q.H.S.*, *L'Acharnement...*) et en participant aux mouvements des prisonniers. Roger est coupable de ne pas avoir renié ses origines, d'avoir continué à fréquenter ses amis sous-prolétaires.

Si magistrats, flics, politiciens et médias refusent de voir son innocence dans le hold-up de Palaiseau, c'est parce que Roger K. est coupable d'être un prolétaire qui s'est battu contre la barbarie policière, judiciaire et carcérale, et contre les mensonges médiatiques qui la soutiennent.

De cette culpabilité, nous sommes solidaires. A l'heure où

Chirac prépare le rétablissement des Q.H.S., où Fabius reconnaît l'excellence de son programme sécuritaire, quand tant de forces se conjuguent pour prendre une revanche sur un laxisme qui n'a jamais existé, (jamais les prisons n'ont été si pleines, ni les juges aussi sévères), quand tant de sales coups se mijotent contre les prolétaires les plus exposés : immigrés, sous-prolétaires et « délinquants », la condamnation de Roger K., ce lynchage judiciaire serait le coup d'envoi du règlement de compte qui se prépare.

Si les jurés d'Evry proclament vraie l'image fabriquée par la police, les médias et les magistrats, cette société se sera montrée encore un peu plus inhumaine et mensongère (1).

Des amis
de R. Knobelspiess

(1) Pour plus de renseignements, on peut consulter le livre de Serge Quadrupani, « Un coupable idéal », édition Maurice-Nadeau, en vente à la librairie du Monde libertaire.

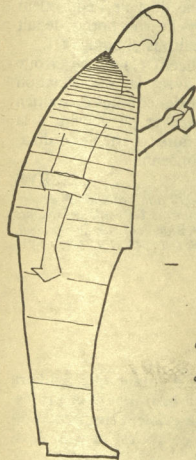
Pour tout contact : Les Amis de Roger Knobelspiess, 43, rue du Temple, 75004 Paris.

DOSSIER TIERS MONDE

Le sous-développement ? D'abord un problème agricole

EN un siècle et demi, l'agriculture de nos pays qui s'industrialisaient est passée de la multitude paysanne, vivant en quasi-autarcie et avec des circuits de production et de distribution le plus souvent très locaux, à une production de masse standardisée et très spécialisée géographiquement, d'un niveau technique impensable il y a quelques décennies.

Toutefois, je ne suis pas certain que l'entrée de l'ordinateur à la ferme soit plus facteur de progrès social et humain que l'arrivée des tracteurs vers 1950, tant que nous serons soumis au capitalisme et à son « ordre » économique mondial.



- L'ennui, même en mangeant, c'est que le lendemain on a toujours aussi faim

Cette division géographique des productions est à la fois nationale et mondiale, et dans presque tous les pays du monde libéral, l'agriculture a perdu sa qualité vivrière et ses productions sont entrées dans l'ère de la marchandise où tout se mesure aux rapports de force politiques et financiers.

L'U.R.S.S. et ses satellites, leurs collectivisations totalitaires ont vu leurs productions restées inférieures à celles des autres pays industrialisés, malgré la disponibilité de terres très fertiles et des évolutions techniques comparables à celles des pays du bloc libéral : on voit la résistance à un système dans lequel les paysans ne sont plus que de simples employés sous-payés au service de la « nomenklatura ». Aujourd'hui, le peuple polonais fait partie du nombre des malnourris, et des trains de moutons polonais arrivent en France et font chûter les cours au détriment des éleveurs du Massif central.

La Chine, avec des expériences de développement agricole de base prometteuses, fait retour à l'économie privée et adopte les centrales nucléaires et le Coca-Cola.

Du colonialisme aux multinationales

Le colonialisme a forcé les paysans à remplacer en majeure partie les cultures vivrières par des cultures d'exportation, qui étaient et qui leur sont toujours extorquées à bas prix. Il a exproprié les bonnes terres pour les grandes plantations et a forcé les travailleurs les plus aptes à délaisser les terres villageoises pour travailler comme esclaves ou pour de très bas salaires dans ces plantations aux mains des colons, politiciens, militaires et financiers, auxquels les missionnaires ont apporté une indispensable caution morale.

Il a encouragé la dépendance vis-à-vis des importations et a protégé de toute

concurrence la production des colons ou des compagnies étrangères.

La faim dans le monde fut rarement un problème technique, et les famines démontrent la faillite d'un système social incapable de faire face aux aléas et aux défis de la nature. La terre arable ne manque pas dans le monde, la friche subventionnée, pour soutenir les cours, progresse plus vite que les déserts.

Les agriculteurs des pays industrialisés ont aussi subi une concentration de la propriété terrienne et des pouvoirs économiques des firmes agro-alimentaires, qui sont de plus en plus multinationales. Combien de paysans européens ou américains ont négocié leur capital de départ pour se bâtir des plantations de café au Brésil ou ailleurs, au gré des spéculations les plus juteuses. Le fonctionnement capitaliste n'est pas l'apanage des P.-D.G. de multinationales, mais s'exerce tout au long des filières.

sauf exceptions — la C.E.E. a quand même préféré acheter des haricots rouges pour le Nicaragua plutôt que de la poudre de lait —, aux habitudes alimentaires des pays la recevant et destructrice souvent les marchés des produits locaux.

L'aide alimentaire crée de nouveaux marchés rémunérateurs pour l'« agrobusiness » mondial et sert à dégager les pays engorgés par leurs excédents.

Lisez ce qu'a écrit en 1981 ce haut lieu de la subversion libertaire internationale qu'est le Centre français du commerce extérieur : « Il semble que l'aide alimentaire puisse constituer pour les pays donateurs une sorte d'investissement dans les pays bénéficiaires... Il s'agit souvent de faciliter l'écoulement d'excédents agricoles, céréaliers ou laitiers. Cette solution s'avère sur le plan économique et politique plus rentable que les alternatives consistant à stocker les surplus dans des conditions coûteuses, à les détruire ou à limiter la production. »

Les cas de famines avant tout structurelles et sociales sont toujours malheureusement courantes : l'envoi de nourriture est utile, mais dans la plupart des cas, elle n'arrive pas jusqu'à ceux qui en ont le plus besoin ; elle engraisse et enrichit en fait les hobereaux et potentats locaux.

Le lobby agricole européen et américain voit la solution à la faim dans le monde dans l'extension du modèle productiviste, ici et là-bas. Ce modèle est en crise, sociale et structurelle pour deux raisons :

- Le productivisme engendre comme effets secondaires, en plus des coûteux excédents, un coût social important : exode rural, endettement dramatique des paysans, baisse des revenus agricoles, agressions écologiques... Les contribuables versent des sommes colossales pour des subventions diverses qui ne résolvent rien à long terme et dont l'objet est plus de faciliter les restructurations capitalistes que d'améliorer le bien-être social.

- La crise économique mondiale a pour conséquences la limitation des aides à la production, qui sont infinanzables en cette conjoncture et préfère effectuer des économies avec les primes à l'abandon : mise en friche, arrachage viticole, quotas laitiers, etc. On voit des paysans, qui n'ont plus le droit de vendre leur lait en Europe, laisser les vœux sous la mère au lieu de les nourrir au lait écrémé ou au soja brésilien. La crise du veau suivra sans doute la crise du lait.

En France, l'I.N.R.A. et la social-démocratie au pouvoir ont choisi pour seule politique productiviste de faire baisser les coûts de production agricoles afin d'être un partenaire efficace dans la concurrence économique mondiale.

... à l'autonomie alimentaire

Dans les pays « en voie de développement », 1,8 milliards d'êtres humains exploitent 1,8 milliards d'hectares, soit un hectare par travailleur de la terre contre vingt-cinq hectares en France et quatre-vingt-trois aux Etats-Unis. Alors, dans ces contrées au chômage endémique, on veut imposer l'agriculture productiviste qui remplace les bras par la haute technologie, de l'énergie extérieure et des matières premières et mécaniques importées.

L'autonomie alimentaire ne se chiffre pas en volume de production, mais en qualité et en répartition de l'alimentation de chacun ; elle doit réconcilier agriculture et alimentation. L'autonomie alimentaire, qui n'exclue pas un fédéralisme égalitaire d'entraide et de substitutions de

marchés, c'est d'abord utiliser au mieux les ressources locales avant de faire appel aux ressources extérieures, sources de dépendances économiques et politiques liberticides.

Une réforme agraire ne sert à rien si les paysans ne maîtrisent pas le marché, de la même façon que notre Sécurité sociale est toujours pieds et poings liés par la médecine et la pharmacie libérales, dont les chiffres d'affaires passent avant notre santé.

Avoir la maîtrise du sol (par possession, propriété ou par bail non usuraire, individuellement ou par des coopératives réellement gérées par ses adhérents) n'est pas une condition suffisante à l'émancipation paysanne, si ses acteurs ne contrôlent pas aussi l'eau, les engrais et semences, l'accès au crédit et ne pèsent sur les rouages du marché.

Toutes proportions gardées, les éleveurs « modernisés » intégrés par les multinationales vétérinaires et d'aliments pour bétail (se référer aux incessants combats de la C.N.S.T.P.) n'ont pas plus d'autonomie économique que le misérable Colombien livrant ses bananes au monopole d'United Fruits.

Agir ici et là-bas !

Ici et autour de nous, on peut influencer la production et la consommation alimentaire. Sans se réfugier dans un végétarisme rhumatisant où Krishna peut remplacer la lutte sociale, nous devons nous efforcer de discerner « politiquement » nos achats ; ce qui va souvent plus loin que le comportement des associations de consommateurs pour lesquelles la dynamique essentielle est de trouver comment « payer moins-cher ». Notre laisser-aller face à la gabegie et à la standardisation de l'alimentation par les multinationales est tout sauf une source d'émancipation.

Consommer plus intelligemment n'est en aucun cas indissociable des luttes sociales contre la pauvreté d'ici, moins visible à la télévision que celle de Calcutta.

Il est nécessaire de soutenir les solutions de remplacement agricoles limitées et partielles comme toutes les tentatives d'aujourd'hui, qui vont de la coopérative de vente aux réseaux directs et à l'agriculture biologique, quand celle-ci n'est pas à base de guano du Chili, bien sûr. Aider un jeune paysan optant pour une production socialement utile dans des conditions hors normes bureaucratiques est certainement plus efficace pour la problématique agricole mondiale que d'acheter des cartes de l'U.N.I.C.E.F.

Là-bas ? Au-delà du refus de consommation massive des produits de luxe cultivés au détriment des cultures vivrières de base, qui engraisent plus les capitalistes que les producteurs, on peut participer à un soutien critique de quelques organisations non gouvernementales, telles Frères des Hommes, Terre des Hommes et Peuples solidaires, qui sont le plus en dehors de l'abrutissement religieux et de l'humanisme bien pensant. L'idée et l'action anarchistes sont souvent compatibles avec le soutien de projets d'écodéveloppement autocentrés.

Le problème humain crucial de la faim et de la misère paysanne et ouvrière n'est que social. Il ne prendra fin que quand l'économie, dégagee du pouvoir et de l'autorité, gérée par les producteurs assurera son rôle réel de libre production et de juste répartition, à l'échelle mondiale. Tout le reste du discours n'est que bavardage, aliénation et démagogie.

Alain Crapaud

Barouf à Beyrouth

EN attendant le cessez-le-feu, les combats continuent. Encore une quinzaine de morts la semaine passée, rien qu'à Beyrouth. Le cessez-le-feu décrété unilatéralement par Nabih Berri ne s'est — évidemment — pas montré efficace. Ainsi, depuis l'accord tripartite, la vie quotidienne des Libanais n'a pas changé; c'était pourtant ça l'important...

Les derniers événements au Proche-Orient nous ont montré un colonel Kadhafi défendant le terrorisme palestinien le plus extrême et donc tous les attentats qui peuvent avoir lieu dans le monde et qui ont pour objectif des intérêts israéliens (1). Pendant ce temps, des roquettes tirées depuis le Liban tombent sur Israël; pendant ce temps aussi le chef du gouvernement israélien prononce un discours particulièrement belliqueux à l'égard de la Libye.

D'autre part, on a vu Gemayel, chef de l'Etat libanais, reprendre encore une fois le chemin de Damas sans doute pour montrer qu'il existe toujours, mais c'est visible-ment pour négocier son départ ou plutôt, dans un premier

temps, son renvoi aux chrysanthèmes. Autre événement peu rassurant quant à l'avenir de la situation au Liban, l'embuscade tendue au chef de la sécurité des milices chrétiennes (2). Tout cela après un retentissant accord de paix...

En effet, dans la mesure où l'on peut considérer les Palestiniens comme divisés entre ceux soutenus par la Syrie et ceux soutenus par la Libye, si les pro-libyens poursuivent leurs attentats tout azimut — et cela semble être la probabilité la plus envisageable! —, et si la Syrie est à nouveau au Liban comme chez elle, on voit mal dans ce contexte comment la paix pourrait être promise avec un minimum de sérieux. On l'a déjà dit dans ces colonnes, c'est le contexte qui est à changer. La paix au Proche-Orient, c'est la rupture d'avec les manipulateurs extérieurs.

LE FURET

(1) Tout cela selon une rhétorique tout à fait superbe qui lui a permis aussi de déclarer qu'une « agression contre la Libye constituerait une agression contre la paix ». Une merveille!

(2) Celles-ci accusent le président Gemayel d'avoir commandité l'attentat. Bonjour l'ambiance...

Mineurs britanniques

EN emprisonnant des centaines de militants syndicalistes (une quarantaine d'entre eux est encore en prison pour des peines de deux à huit ans), le gouvernement britannique veut faire croire qu'il réagit contre des délinquants de droit commun qui troublent l'ordre public et violent les lois.

En licenciant six cents militants de la N.U.M. et en finançant un syndicat « maison », les Charbonnages britanniques tentent de réduire par la force la

lutte courageuse des 150 000 mineurs grévistes qui ont dit non au plan charbon anglais (condamnant 45 000 d'entre eux à rejoindre les quatre millions de chômeurs britanniques).

En présentant les mineurs grévistes comme des « ennemis de l'intérieur » et le coût exorbitant de la grève comme un « bon investissement », Thatcher et avec elle une fraction du patronat britannique et européen remet en cause les principes-mêmes du droit de grève et porte une sévère atteinte aux droits de l'homme en Grande-Bretagne.

De telles conceptions se font jour en France ces dernières années. Témoins, ces 500 militants de la C.G.T. à ce jour poursuivis en justice pour divers motifs touchant à leur travail de militants syndicaux.

Cette tendance est porteuse de graves menaces pour les droits du mouvement ouvrier et de tous les salariés.

Un collectif de soutien aux mineurs britanniques entend mener une campagne pour rompre le silence des médias français sur la politique poursuivie aujourd'hui en Grande-Bretagne. Silence qui conforte le consensus de l'indifférence et

de l'inertie. Doit-on parler de la mobilisation en France contre les restructurations à grande échelle en Lorraine?

Ce collectif réclame, comme l'ensemble des syndicats et des travailleurs britanniques, l'amnistie pour les mineurs emprisonnés et la réintégration des licenciés. Devant l'astéinte à la misère qui leur est faite, les mineurs en lutte nous demandent cependant moins une aide pour vivre qu'un soutien pour continuer leur travail de militants syndicaux qu'on voudrait leur voir abandonner.

Il faut en effet savoir que, pour une famille de trois personnes, un mineur licencié ne touche que 2 500 FF par mois. De plus les caisses d'aide au chômage ont décrété que sa femme ne pouvait pas travailler sous peine de voir l'équivalent de ce qu'elle toucherait déduit des allocations chômage (!).

Ce collectif (1) est en étroite liaison avec la coordination nationale des comités de soutien britannique et participera à la construction d'une coordination européenne.

HERVÉ

(1) Collectif d'information et de soutien aux mineurs britanniques victimes de la répression, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (tél. : 45.31.43.38).



Une nouvelle guerre en Afrique

Révolution et intégrisme

LE diable Kadhafi aurait de nouveau jeté son dévolu sur le Sahel, mais à l'autre bout de l'Afrique ! En effet, Sankara, chef de l'Etat du Burkina Faso, a accueilli Kadhafi au lieu d'aller cirer les pompes du grand tranquille avec ses petits frères au sommet franco-africain de Paris. La France envoie une aide militaire au Mali, au cas où... Trois jours plus tard, le Mali envahit la région du Sahel au Burkina en accusant les dirigeants burkinés d'être des « inconscients et des égarés ». Bref, ce serait Kadhafi qui mènerait la croisade !

Le conflit serait frontalier. Certes déjà à l'hiver 1983, à la veille du coup d'Etat des officiers subalternes voltaïques, la brousse brûlait sous les impacts des tirs d'artillerie. Certes les frontières ont été imposées par le colonisateur, et on peut invoquer le « syndrome de l'émir » qui pousse deux Etats à s'écharper pour un bout de désert, où errent des Peuls et des Touaregs affamés. Ce conflit semble plutôt motivé par une fuite en avant nationaliste classique qui détourne les populations de leurs problèmes et de leurs oppresseurs.

Les racines idéologiques au conflit existent. Sankara a raison de parler de « clique pourrie de Moussa Traoré », le président du Mali. Car là-bas, l'armée est la seule institution, et les militaires vivent du racket puisque les caisses de l'Etat sont vides; il n'est d'ailleurs pas rare de rencontrer des instituteurs nourris par les villages, sans parler des paysans mal nourris qui traversent le pays pour vendre leurs légumes à Bamako, sur une infrastructure routière qui n'a ce nom que dans les circulaires ministérielles. Le parasitisme est un système social dans ce pays d'intense pauvreté.

Au Burkina, Sankara a expulsé la clique d'officiers qui le précédait par un coup d'Etat et a baptisé son pays « L'Homme intègre ». Volontarisme qui l'a conduit à impulser une révolution par en haut : création des comités de défense de la révolution, caricatures des comités de défense sandinistes, véritables structures d'auto-organisation. Quadriller la population avec les

C.D.R. ? Hypothèse plausible d'autant que Sankara n'a pas hésité à licencier 1 400 instituteurs et professeurs en grève. Car au Burkina existent des structures syndicales fortes et anciennes, ce qui est rare en Afrique.

Le Burkina est comme le Mali un « pays moins avancé » (sic). Son économie est tournée vers l'exportation de matières premières, alors que l'autosuffisance alimentaire pourrait être atteinte par la création d'un réseau de transport entre le Nord et le Sud, ce qui supprimerait la famine et la malnutrition. Mais le drame de la faim est aussi un conflit ethnique entre le Sud et le Nord dans une nation qui n'en est pas une (cf. le Tchad).

Certes des industries tournées vers le marché régional fonctionnent (textiles, brasserie) et la plus forte concentration au monde d'organisations non gouvernementales de développement permet l'éclosion de nombreux projets autocentrés, mais toute coordination est viciée par les rivalités ethniques, la corruption et le paternalisme des dirigeants.

La France, gendarme de l'Afrique

Le conflit : deux armées de 8 000 soldats se faisant face. Et les barbouzes français ? Au Burkina règne la « paranoïa du mercenaire », mais pourquoi ne pas accorder crédit aux déclarations de Sankara qui font état d'instructeurs français au Mali, fait non dénoncé par Paris. Dans les faits de guerre en Afrique francophone, se profile toujours l'ombre de la Piscine : si les médias veulent aux géonies le Libyen, rappelons que l'opération Manta au Tchad a été l'œuvre de l'ex-chef de corps du 1^{er} R.P.I.M.A. (colonel Messana), régiment qui, avant 1981, dépendait du S.D.E.C.E.

La France enlisée au Tchad semble vouloir mettre en garde Kadhafi par Traoré interposé. D'autant que le succès de l'opération malienne ferait peut-être rentrer les Burkinés dans le rang. Et puis, elle laverait l'offense faite à notre président préféré. Les bons offices de la France dans le conflit entrent dans la même logique que le voyage de Nixon à Moscou en 1972 pendant le bombardement d'Haiphong par l'armée américaine. Pour les internationalistes français, les troupes françaises doivent quitter l'Afrique et le gouvernement doit cesser de soutenir des régimes corrompus jusqu'à la moëlle et de financer des opérations barbouzes car la guerre enfonce davantage les peuples du Burkina Faso et du Mali dans la misère.

XAVIER MERVILLE
(Gr. de Lille)



Photo de famille du premier sommet franco-africain.

DU 1^{er} AU 4 MAI

Centenaire de l'anarchisme en Australie

UN énorme rassemblement d'anarchistes venant de tous les coins du globe, un festival du cinéma et de la culture anarchiste, un forum pour le développement et l'échanges d'idées, tout ceci (entre autres) est prévu pour 1986.

Mai 1986 verra l'aboutissement de deux ans de travail effectué par les anarchistes d'Australie, en vue de mettre sur pied la célébration du centenaire de l'anarchisme en Australie, festivités qui se tiendront à Melbourne du 1^{er} au 4 mai.

Les organisateurs de ces rencontres sont soucieux d'utiliser cette occasion afin de diffuser les idées anarchistes dans un large public. En organisant une grande variété de manifestations, ils souhaitent illustrer la profondeur des idées anarchistes et l'extrême diversité des individus qui s'en réclament.

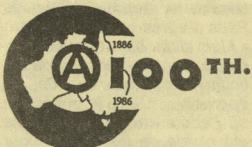
Les dates choisies pour ces rencontres sont significatives de l'histoire locale et internationale anarchiste. Le 1^{er} mai est la date symbole de la solidarité internationale des travailleurs, aussi bien que la date de création du club anarchiste de Melbourne

en 1886. L'année 1986 est également le cinquantième anniversaire de la révolution espagnole, moment où l'anarchisme fut mis en pratique par plus de trois millions de personnes.

N'oublions pas également que cette année est le centième anniversaire des meurtres légaux de cinq anarchistes aux Etats-Unis, accusés d'avoir lancé une bombe lors d'une manifestation pour la durée quotidienne du temps de travail à huit heures. La tragédie de Haymarket, telle qu'elle est connue, a eu un impact sensible sur les politiques sociales.

Mais cette célébration ne doit pas être axée que sur des souvenirs. Le but, l'intérêt de cet événement est les liens et les rapports que l'anarchisme a avec la société moderne et nos propres vies.

D'après « Libertarian Workers Bulletin »



ESPAGNE

Non à la loi antiterroriste

LA suite de la mort, dans des conditions suspectes, du militant basque Mikel Zabaltza, le 15 décembre dernier, la C.N.T. a lancé une campagne de dénonciation de la loi antiterroriste. « Cette loi qui, comme nous l'avions expliqué à l'époque, correspond à des pays absolument dictatoriaux et militaristes, dont les gouvernements manquent d'une manière préoccupante de capacité et d'imagination politiques.

« C'est contre de pareilles lois, qui altèrent gravement les libertés et qui servent d'une certaine manière à perpétuer ce qu'elles prétendent combattre en entrant dans une spirale de la violence qui n'a pas de fin, c'est contre ces lois que nous entendons manifester et nous invitons tous les travailleurs et les citoyens à se joindre à la dénonciation.

« Contre le terrorisme. Contre la loi antiterroriste. Pour la vie et les libertés. » (1)

C'est le 20 décembre que devaient avoir lieu ces manifestations. Nous ne manquerons pas d'en rendre compte dès que nous aurons reçu les informations.

A cette occasion, la C.N.T. rappelle qu'en application de cette loi antiterroriste neuf militants de Vitoria avaient été incarcérés à la prison de Carabanchel. Un seul reste aujourd'hui détenu, tandis que les autres sont en liberté provisoire et sous contrôle. Le procès est prévu pour le milieu de l'année 1986.

Il est possible d'apporter son soutien au camarade encore

emprisonné, en lui écrivant ou en lui envoyant des journaux, revues... Son adresse est la suivante : Andrés Sanchez Hernán, Sexta Galería, Prisión Provincial de Carabanchel, avenida de los Poblados s/n, 28044 Madrid, Espagne.

Relations internationales

(1) Cette citation est extraite du tract diffusé à cette occasion.

DANS LE CADRE DE L'ACTION
« NOUS EXIGEONS CE QUI NOUS APPARTIENT ! »

Christophe Colomb occupé !

Le 9 novembre dernier, à 19 h, a pris fin une action qui durait depuis dix jours : quatre militants de la C.N.T.-A.I.T. occupaient la statue de Christophe Colomb sur le port de Barcelone.

Cette action avait pour objectif d'appuyer la revendication de récupération du patrimoine syndical de la C.N.T., confisqué par le fascisme en 1939. Le gouvernement fait volontairement traîner les choses pour la C.N.T.-A.I.T., alors que les autres syndicats ont déjà obtenu la restitution d'une partie de leurs biens.

Rel. Int.

Etats-Unis : résister à I.B.M.

I.B.M., l'entreprise géante d'ordinateurs et de matériel de haute technologie, avec des bénéfices de quelques 5,5 milliards de dollars, enserme le globe avec 360 000 salariés présents dans quarante-trois pays.

Aux Etats-Unis, I.B.M. est resté non syndicalisé depuis sa création, il y a cinquante ans, par le très paternaliste

Thomas Watson. Depuis lors, la direction d'I.B.M. s'est fait respectée à la fois par les milieux d'affaires et les directions syndicales de par son image de tranquillité sociale. La cause de cette absence d'un quelconque mouvement de soulèvement important est attribuée à ce que la compagnie considère comme une pierre angulaire : le respect de l'individu.

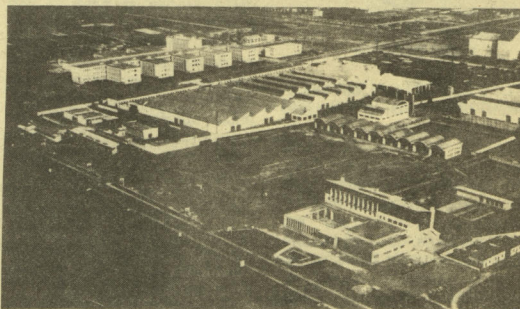
Cette politique, selon cette même société, permet théoriquement à chaque travailleur d'exprimer sans façon ses griefs au P.-D.G. d'I.B.M. Cela signifie également que chaque aspect de la vie du travailleur est envisagé selon cette règle.

D'un point de vue salarié, cette politique est en pratique largement contestable et perverse. En obligeant chaque travailleur à traiter individuellement avec les directions, la masse des travailleurs s'atomise et par conséquent perd de son pouvoir. (...)

I.B.M. a été capable de donner à ses salariés des salaires et des primes égales, sinon meilleurs, à d'autres entreprises syndicalisées. Elle a retenu très tôt cette règle : les travailleurs recevant d'importants salaires et allocations diverses (et n'étant pas obligés de se battre pour cela), l'ensemble des employés sont généralement passifs et loyaux. Additionnez ceci et l'image de « famille » que la compagnie promeut, et vous avez une idée de la tâche énorme d'organisation syndicaliste à I.B.M.

Il y a des moments toutefois où les conditions de travail obligent les gens à passer à l'action. Dans l'établissement d'Endicott, 10 000 salariés, lieu de naissance de cette multinationale, une petite organisation syndicale a pu prendre racine. Elle se nomme l'I.B.M. Workers United (I.B.M.W.U.).

Celle-ci se créa clandestinement en 1976 et le demeura pendant huit ans. A la base de ce syndicat, le mécontentement des travailleurs d'Endicott en ce qui concerne leurs



conditions de travail désastreuses. L'I.B.M.W.U. fut longtemps considéré par la direction comme un petit groupe d'« employés aigris », celle-ci s'acharnant à répéter « qu'à sa connaissance aucun employé d'I.B.M. n'était associé à ce groupe ».

A cette époque, les organisateurs étaient seulement cinq et ils assuraient ne pas faire partie des employés pour ne pas servir de cibles à la direction. Leur principale activité était l'édition d'une feuille d'information qu'ils appelèrent « I.B.M. vous parle » (14 numéros), puis maintenant *Resistor*.

(...) Contacter des membres potentiels, nationalement, fut beaucoup plus difficile. Ils envoyèrent de nombreux tracts et lettres aux divers groupes militants, en souhaitant que ceux-ci auraient des travailleurs d'I.B.M. en leur sein. Cela fut un travail fastidieux mais qui finit par payer.

(...) Internationalement, ils purent joindre d'autres travailleurs d'I.B.M. car beaucoup d'établissements à l'étranger avaient des syndicats actifs. Ils prirent contact avec la

C.F.D.T. et la C.G.T.-I.B.M. en France, la S.I.F.-I.B.M. en Suède, la C.N.T.-I.B.M. en Espagne, des militants en Ecosse et en Italie, la section syndicale d'I.B.M. au Japon.

(...) De 1981 à 1983, ils durent affronter ce qui est certainement le talon d'Achille de l'I.B.M.W.U. : du fait de la récession et de la crise économiques, de nombreux employés considéraient qu'ils étaient particulièrement chanceux de pouvoir travailler. Mais progressivement la quantité de travail diminua et la direction utilisa n'importe quel motif pour pouvoir licencier un employé (...)

(...) Il nous reste beaucoup à faire. Il faut renforcer l'organisation et définir ce que l'on entend par « syndicat ». Le syndicalisme traditionnel américain ne nous intéresse pas. Nous ne savons pas ce que l'avenir nous apportera, et les travailleurs d'I.B.M. sont sur un terrain inconnu. Mais une chose est sûre, nous ne resterons plus longtemps silencieux.

D'après « Ideas and Action »

Fédération anarchiste au Vénézuéla

Les camarades vénézuéliens poursuivent avec ténacité leurs efforts en vue de la constitution d'une fédération anarchiste. Le 20 octobre dernier, une réunion s'est tenue à Caracas. Les participants ont mis sur pied quatre commissions : liens et relations, formation, presse et propagande, mouvements sociaux.

Le travail de ces commissions a donné lieu à un débat lors d'une seconde réunion le 1^{er} décembre, ce qui a permis de mettre au point les premières conclusions.

Souhaitons aux camarades vénézuéliens de parvenir rapidement à leur but.

Correspondance du « Noyau anarchiste Gaviota »

La situation au Vénézuéla

Le Vénézuéla connaît actuellement une triste période de passivité ; l'Etat envoie ses corps répressifs demander les papiers aux gens dans les autobus et autres moyens de transport collectif, ainsi que dans les lieux publics. Les objets et produits de consommation courante voient leur prix augmenter vertigineusement. Les partis politiques dégénèrent et la population ne croit plus à leurs boniments.

Le Vénézuéla a connu de grandes inondations qui ont détruit les récoltes et fait de nombreux sans-abris. Le gouvernement n'a pas su apporter de réponse à ce problème.

Rel. Int.

ES

bit-on parler de la en France contre ations à grande raine ?

réclame, comme syndicats et des britanniques, ur les mineurs t la réintégration Devant l'astreinte leur est faite, les te nous deman- moins une aide un soutien pour travail de mili- x qu'on voudrait donner.

ffet savoir que, lle de trois per- neur licencié ne 00 FF par mois. aisses d'aide au décrété que sa rait pas travailler voir l'équivalentoucherait déduit chômage (!).

(1) est en étroite la coordination omités de soutien participera à la 'une coordina-

HERVÉ

formation et de sou- rittanniques victimes 4, rue de Nanteuil, 5.31.43.38).

nt que Sankara ours et profes- nt des structures est rare en Afri-

« pays moins e vers l'exporta- l'autosuffisance a création d'un Sud, ce qui sup- mais le drame de ntre le Sud et le pas une (cf. le

marché régional us forte concen- gouvernementa- n de nombreux ation est vicieé n et le paterna-

Afrique

ldats se faisant urkina règne la urquoi ne pas ankara qui font it non dénoncé Afrique franco- Piscine : si les rappellons que vre de l'ex-chef (Messana), régi- D.E.C.E.

uloir mettre en 'autant que le eut-être rentrer verait l'offense s offices de la me logique que endant le bom-éricaine. Pour pes françaises ent doit cesser 'à la moëlle et ar la guerre ina Faso et du

R MERVILLE (Gr. de Lille)

La désinformation durant la Première Guerre mondiale

« Et la porte de ce paradis sur terre s'appellera Verdun. »

Jean Richepin

ÉTÉ 1914, les troupes françaises partent pour une guerre qui « sera finie avant la fin de l'hiver ». Celle-ci durera quatre ans et causera huit millions de morts et disparus dont un million et demi de Français.

Conditionnés durant des dizaines d'années par l'enseignement et la presse, la population dans sa grande majorité ne doute pas un instant de la justesse de la cause défendue et de la victoire finale. Durant toute la guerre, les gouvernements sans exception censurent d'une façon draconienne la presse.



La victoire est proche

Le 6 août 1914, le journal *Le Matin* décrit ainsi la mobilisation en Allemagne : « Dans un désordre indescriptible, une mobilisation s'effectuant dans un véritable affolement, des réservistes consternés, effarés, dégoûtés, rudoyés par les fonctionnaires, des populations déjà frappées de deuils et de misère, écrasées devant la catastrophe, indignées contre le parti impérial et prêtes à la révolte. » L'échec de l'offensive française en Lorraine, « n'est qu'un léger recul, sans importance. Incident de guerre tout au plus ».

Le 4 septembre 1914, *Le Journal* décrit la retraite jusqu'à la Marne comme « des mouvements merveilleusement libres, s'accomplissant avec la parfaite régularité d'une machine de guerre intacte : c'est un chef d'œuvre de netteté (...). On a peine à se défendre d'un mouvement de pitié, quand on pense à ce que sera la retraite des armées allemandes ». Les troupes ennemies, arrêtées sur la Marne, se replient sous les cris de Jean Richepin dans le *Petit Journal* du 15 septembre 1914 : « Taïaut, taïaut... laissez nous donc derrière la bête qui se sauve, et pour affoler encore sa fuite ».

La victoire ne fait aucun doute, le général Bonnel prédit le 17 novembre 1914 : « Je crois que le débauche est proche et que d'ici un mois nous serons bien prêts de chasser l'ennemi du sol français ». En 1915, le général Cherfils annonce que cette année

« nous apportera la victoire et la paix ». Le 31 juillet 1916, le général Turner pense que « la guerre sera terminée avant la fin de l'année ». Dans le *Petit Journal* du 31 mars 1917, l'abbé Th. Moreux prédit : « Voici le jour qui doit marquer la fin de la guerre : le 18 août 1917 ».

Une guerre sans victime

Au début du conflit, les journaux tentent de persuader la population que la guerre ne tue pas ou très peu. On peut lire dans *Le Temps*, quotidien de la grande bourgeoisie : « On croit généralement qu'il résultera de ce qu'on a coutume d'appeler des pertes effroyables en hommes. Aussi faut-il redresser les idées à ce sujet à l'aide des statistiques établies après les dernières grandes guerres. Elles démontrent, en deux mots, que plus les armes se perfectionnent, plus le nombre des morts et des blessés diminue ». Le 31 novembre 1914, le général Cherfils annonce dans l'*Echo de Paris* : « La guerre avec ses allures dévastatrices n'a que l'apparence de la destruction ».

Le comble du mépris pour les soldats revient malgré tout à l'*Intransigeant* du 17 août 1914 qui ose imprimer : « Nos soldats ont pris l'habitude des balles allemandes et des shrapnels (obus remplis de balles qu'ils projettent en éclatant)... les shrapnels, en effet, éclatent mollement en l'air et tombent en pluie de fer inoffensive ou s'enfoncent dans la terre sans éclater. De plus, le tir est mal réglé. Quant aux blessures causées par les balles, elles ne sont pas dangereuses. Les balles traversent les chairs de part en part sans faire aucune déchirure ».

D'après l'*Est républicain* qui publie les confidences d'un blessé, la guerre n'est qu'un jeu : « On s'habitue vite aux shrapnels. On les entend venir de très loin grâce à leur sifflement particulier. Ainsi au bout d'une demie heure de cette musique, on se crieait les uns les autres : "Attention, la gauche, c'est pour vous ! — Eh ! là bas, ceux de la droite, gare aux pruneaux — Tiens en voilà une dégelée pour le centre !"; et dire qu'on riait en s'envoyant ces avertissements, tandis que chaque fois tel ou tel camarade annonçait comme à la salle d'armes : "Touché !". » Le *Petit Parisien* veut sa part de mensonge en publiant cette prétendue lettre de soldat le 22 mai 1915 : « A part cinq minutes par mois, le danger est très minime, même dans les situations critiques. Je ne sais pas comment je me passerais de cette vie quand la guerre sera finie ».

Pourquoi s'inquiéter pour les soldats du front, la nourriture ne fait pas défaut : « Nous sommes nourris comme des pachas », rapporte l'*Intransigeant* du 13 août 1914. D'ailleurs le *Petit Parisien* du 15

mars 1915 recommandera à ses lecteurs : « On gâte trop nos soldats, il faut modérer les envois (de colis) ». De retour d'une visite du front, à l'automne 1914, Aristide Briand déclare que « les lignes françaises sont forts bien faites, aménagées avec un réel sentiment de confort, et au point de vue militaire bien protégées ».

Luttes épiques et chevaleresques

En avril 1915, pour la première fois, les Allemands, puis les Français et les Anglais utilisent les gaz asphyxiants. Le *Matin* publie : « Il ne faudrait pas s'alarmer outre mesure de l'effet des bombes asphyxiantes. Qu'on se rassure, ce n'est pas bien méchant... elle resteront inoffensives (...). Si l'on fait le total de leurs victimes et qu'on le compare aux autres, on n'y prêtera même pas attention ».

La guerre des tranchées fait rage. La baïonnette, surnommée « Rosalie » du côté français, fait alors parler d'elle. « Ceux-là meurent d'une belle mort, dans de nobles combats... Avec l'arme blanche, nous retrouvons la poésie... des luttes épiques et chevaleresques », écrit Hébrard de Villeneuve le 10 juillet 1915 dans l'*Echo de Paris*.

L'*Intransigeant*, pour sa part, pousse le cynisme encore plus loin : « Ainsi mise au canon elle n'attend plus que la voix du chef pour foncer... Elle frémit déjà d'impatience et de désir, de soif et de gourmandise. Elle

arrive sur le tas, elle plonge à fond dans le tambour des poitrines qu'elle crève ainsi qu'une outre humaine... Elle est jeune, elle est belle, elle est ivre, elle est folle et calme cependant, jamais irrésolue ni distraite, ni égarée... Et d'une sûreté scientifique, chirurgicale, atteignant en plein l'adversaire sans même égratigner dans la cohue le camarade voisin ».

Les tranchées ? La planque !

Maintenir le moral des troupes est très important, mais ce qui compte c'est d'aviver la haine envers l'ennemi. Pour la presse de l'époque, l'Allemand est un barbare, le Français le défenseur de la veuve et de l'orphelin. L'ennemi refuse d'ailleurs de se battre comme le rapporte l'*Echo de Paris* d'après un témoignage : « Mais dites bien que les Allemands sont des lâches et la difficulté est seulement de les approcher. Dans la rencontre où j'ai été atteint, nous avons été obligés de les injurier pour qu'ils se battent ». L'*Intransigeant* raconte l'anecdote d'un soldat belge qui a déjà fait de nombreux prisonniers : « Quand je pars en expédition, je ne prends plus mon fusil, je prends une tartine et tous me suivent ».

Les soldats français sont tous de bons camarades. Le 24 août 1914, *Le Matin* diffuse le témoignage d'un blessé : « Croyez-vous que c'est de la veine, de les avoir accrochés toutes les quatre (les balles qui l'ont atteint), ça fait qu'il



reste toujours trois copains de plus pour leur casser la gueule ». Le *Journal* fait dire à un amputé le 1^{er} juillet 1915 : « Bah ! une jambe par ci, une jambe par là, ce n'est pas de trop pour bâtir la France de demain ». Le *Petit Parisien* n'est pas en reste en écrivant ce dialogue entre un médecin et son blessé : « Votre jambe est bien malade — (le mitrailleur a compris) Bah, je donnerais l'autre volontiers pour apprendre que nous sommes victorieux ».

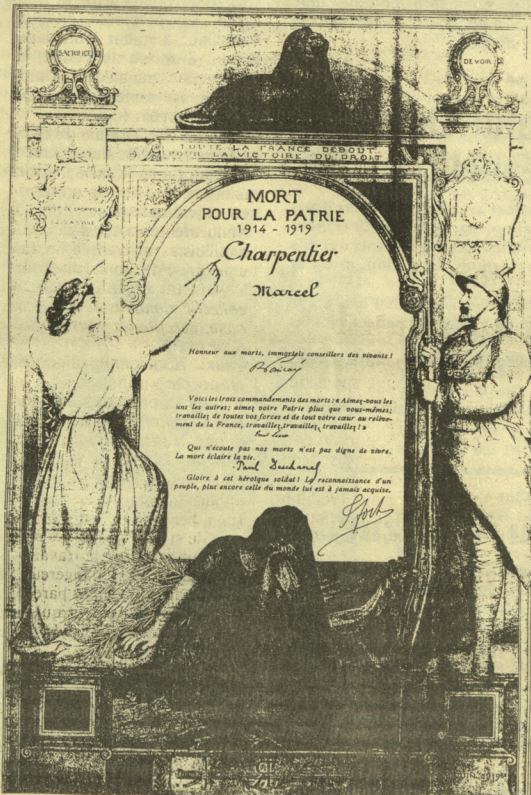
Le 5 mai 1916, le *Petit Journal* rapporte les propos d'un lieutenant blessé : « Un mois avant de revenir me battre avec mes braves ? Ce sera long ! ». Le médecin militaire lui répond : « Et bien, mon petit, nous tacherons d'abrégier la convalescence ». Le *Matin* du 15 novembre 1914 surenchérit en écrivant : « Quand il s'agit d'aller dans les tranchées relever les camarades dont le tour est venu de se reposer, on se bat presque pour y aller ».

Le mutisme des militaires

Il était très difficile pour la population, à l'exception des proches des victimes, de connaître la réalité : le communiqué officiel quotidien ne mentionnait jamais le chiffre exact des pertes au combat. Une note interne révèle : « Actuellement l'opinion a pris son parti de ne pas être renseignée. La publication du total des pertes la surprendrait certainement par des chiffres sur lesquels elle n'a aucune donnée et elle exigerait ensuite que le total des pertes soit publié après chaque affaire. Ces publications ne pouvant avoir sur le moral du pays qu'une répercussion fâcheuse, il faut les éviter ».

Patriotisme, bourrage de crâne, répression, telles ont été les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette Grande Guerre. Chaque 11 novembre, le gouvernement et les nostalgiques des tranchées en sont encore à glorifier les charniers. Nous ne serons jamais les complices de ces criminels galonnés. Pour nous il est clair que pendant une guerre, il n'y a jamais de héros, il n'y a que des rescapés.

JEAN-CLAUDE
(Groupe Kropotkine)





ains de
sser la
ait dire à
1915 :
r ci, une
pas de
ance de
Parisien
écrivait
médecin
e jambe
e mitrail-
e donne-
s pour
sommées

etit Jour-
os d'un
In mois
tre avec
long ! ».
lui ré-
n petit,
égérer la
atin du
enchérit
il s'agit
es rele-
t le tour
n, se
courir ».

pour la
on des
de con-
mmuni-
e men-
e exact
t. Une
ctuelle-
on parti
ée. La
ertes
nement
esquels
et elle
le total
après
publica-
sur le
réper-
aut les

ge de
es ont
s les-
cette
ue 11
ment et
tran-
glori-
us ne
plices
onnés.
e pen-
mais
s res-

AUDE
tkine)

GROUPE ROCK Interview de...

DES groupes de rock, il y en a des milliers, mais la plupart ne pensent qu'à se faire du fric avec notre révolte ou notre désespoir, ou se font « mousser », jouent aux vedettes, aux stars. D'autres utilisent leurs guitares comme si c'étaient des fusils et prennent le micro pour tenir des propos subversifs.

Malheureusement, les médias ne parlent que des premiers : ils ne dérangent pas et ne font que réactualiser les « vertus » du monde capitaliste. Pour entendre parler des seconds, il faut chercher dans les multiples fanzines qui fleurissent un peu partout ou parfois dans les pages du journal que vous tenez entre les mains.

Dans les pages du *Monde libertaire*, nous avons déjà parlé des groupes anarcho-punks : Crass, Conflict, Dead Kennedys, pour les anglo-saxons ; Bérurier noir, Haine Brigade, O.M.G., pour les français. Karnage est un de ces groupes qui utilisent la scène et la musique pour parler d'autres choses que des fleurs et des petits oiseaux (pour preuve l'interview qui suit).

Ils ont déjà sorti plusieurs cassettes chez O.M.G. qui sont épuisées, un 45-T (*Total Terminus*) qui n'est pas mal du tout, et dernièrement une compilation sur cassette rassemblant onze de leurs titres : une espèce de raccourci historique (1). Suite à diverses galères, du groupe initial il ne reste que Manu (guitariste) et F.F.I. (chant) ; le batteur et le bassiste ont changé, ce qui n'empêche pas que les idées sont toujours les mêmes.

J.-P. LEVARAY

— Karnage : Je trouve qu'il n'y a pas beaucoup de punks en France... il y en a malheureusement un peu trop du genre « Chaos Production » (2) et ça je n'ose pas dire ce que c'est. Et d'autres qui ne veulent pas s'engager.

— « Monde libertaire » : Et Karnage, eux, ils veulent s'engager ?

— K. : Nous avons pris une forme revendicative et nous militons pour la liberté et la paix dans le monde, notre groupe se situe dans le mouvement anarcho-punk. Nous avons fait une chanson, par exemple, *Planète poubelle*, pour parler de la guerre atomique...

— M.L. : Tu sens une menace de guerre atomique actuellement ?

— K. : Avec toutes ces bombes, tous ces missiles pointés sur nous, je sens effectivement une menace, et venant des deux côtés. De plus, il y a le problème des centrales nucléaires... bon, c'est certain, nous avons besoin d'énergie, mais ces centrales utilisent le système de la fusion nucléaire qui laisse des déchets radioactifs, nocifs pour notre organisme et pour le monde. Il faut donc utiliser d'autres sources d'énergie.

— M.L. : Quelles sont vos positions par rapport au pacifisme, à la vivisection, au mouvement antinucléaire... êtes-vous concernés ?

— K. : Bien sûr, mais le mouvement pacifiste, comme par exemple en Allemagne, semble trop branché, trop manipulé par l'U.R.S.S. Nous pensons qu'il vaut mieux des multitudes de

petits mouvements qu'un seul qui risque d'être manipulé.

— M.L. : Et Crass dans tout ça ?

— K. : Au départ, le « mouvement Crass » c'était un petit mouvement, c'était le groupe qui disait ce qu'il pensait ; bien sûr cela a eu des conséquences et ceux qui écoutaient Crass, et qui étaient d'accord avec eux, ont amplifié le mouvement.

— M.L. : Maintenant les punks pacifistes ont leurs mâtres à penser, leurs stars, personnalités par Crass, Conflict...

— K. : Crass et autres ne se prennent pas pour des stars, et ça ne leur plairait pas d'être pris pour des stars — ça, c'est sûr ! — ; malheureusement dans la tête de pas mal d'adolescents c'est ce qu'ils sont devenus. Crass a fait des tas de textes, discours contre ceux qui suivent bêtement et qui ne font que répéter ce qu'ils ont entendu.

— M.L. : Quelles sont vos influences ?

— K. : Métal Urbain, Crass au début, Magazie, les Cramps... mais ça ne se limite pas à ça, un peu d'« industriel », etc.

— M.L. : La presse parallèle française, les petits fanzines, vous trouvez que c'est important ?

— K. : Oui, c'est important... c'est dommage que ça ne soit pas bien diffusé, mais il y a un foisonnement de fanzines intéressants. Il y en a plein de nouveaux qui naissent et qui sont bien, alors que les vieux (*New Wave*, par exemple) n'ont plus rien à dire. De toute façon, on ne peut compter que sur eux et sur les radios vraiment libres pour nous faire connaître.

— M.L. : Avez-vous des rapports avec les anarchistes de Clermont-Ferrand ?

— K. : Un peu, je suis allé à une réunion du G.A.E.L. (Groupe d'action et d'études libertaires) parce que deux ou trois manifestants s'étaient fait arrêter lors d'une manifestation contre Le Pen. Autrement, je dois dire que ce qu'on dit ou écrit des gens comme Bakouline restent toujours actuels. Malheureusement, est-ce que les anarchistes arrivent à se faire entendre ? Ils font trop peur !

— M.L. : Si un groupe, un collectif anarchiste vous contacte, accepteriez-vous de jouer pour eux ?

— K. : Oui, à l'unanimité et sans problème.

— M.L. : Quelle est votre réaction par rapport à la montée du nationalisme ?

— K. : En cette époque de crise, c'est facile de s'attacher à un idéal tel que le nationalisme. Il y a beaucoup d'idées préconçues du style « ce sont les immigrants qui prennent le travail des Français », c'est dangereux et faux de dire des choses pareilles. Il y a plein d'immigrés qui sont repartis chez eux et le chômage continue à s'accroître...

Le patronat a fait venir les immigrés pour avoir une main d'œuvre bon marché, ils ont été parqués, ils vivent dans des conditions inacceptables et maintenant il faudrait les renvoyer... c'est dégueulasse ! Le Pen est



un démagogue, il reprend les vieilles recettes qui ont marché : « Travail, Famille, Patrie ». Je dois dire que nous avons participé à un concert anti-Le Pen et à différentes manif.

— M.L. : Que sont les « skin eads » pour vous ?

— K. : « K'est c't'as, tu m'cherches, un seul dieu : la bagarre. » Il y en a qui puent peut-être moins que les autres, mais ils me « débectent »... Quand je les vois aux matchs de foot, crânes rasés, en train de gueuler et de se bastonner, ça me fait peur... et puis ils traî-

nent une idéologie qui ressemble à celle de Le Pen. Pour l'instant, c'est une mode comme les autres, ça va se dégonfler.

Propos recueillis

par J.-P. L.

(1) On peut se procurer le 45-T « Total Terminus » (15 F, plus 5 F de frais de port) et la cassette « Autorité finale » (40 F, plus 5 F de frais de port) en écrivant à « On a faim ! », 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

(2) Chaos Production : petite maison de production basée à Orléans, spécialisée dans l'édition de disques préendus punk ; les pochettes sont bleu, blanc, rouge et les groupes, souvent, tiennent des discours fascinants.

Programme de Radio-Libertaire

Judi 9 janvier

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : le blues « Revival » des années 60.
« Si vis pacem » (17 h à 18 h) : Christian Frigoult, insoumis.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 2 h) : le jazz et le folk en France.

Vendredi 10 janvier

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : revue de presse et informations...
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : porte ouverte aux associations sur l'Asie.
« Jouissances » (12 h à 14 h) : les roseaux chantants, avec Denise et Lucien Comtois, spécialistes des instruments de musique ancienne.
« Palais de police » (15 h 30 à 17 h) : pendant le procès de R. Knobelspiess, avant le procès de Gérardville, « Palais de police » en activité...
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : l'Union rationaliste : Diderot, toujours jeune.

Samedi 11 janvier

« Le Père Peinard » (11 h à 12 h) : le monde ouvrier avec Robert Guérin et Paul Chenard.
« Chroniques syndicales » (12 h à 14 h) : le syndicalisme français face à mars 1986.
« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h) : invitées : Maren Bercy et Christine Cots (walkyrie ou Bécassine chanteuses ?).
« Epsilonia » (17 h 30 à 19 h) : bande son autour du thème de la fête foraine.

Dimanche 12 janvier

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : tour d'horizon sur une année de folk et perspectives pour 1986 avec plein d'invités...
« Grand Angle » (16 h à 18 h) : un invité : Al Pavi, concepteur et réalisateur de « Review parade international ».
« Trisomie 21 » (20 h 30 à 22 h 30) : rétrospective avec les autoproductions « rock » de 1985.

Lundi 13 janvier

« Radio Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : Rosalie Dubois en est l'invitée.

Mardi 14 janvier

« Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : actualité de la semaine.
« Décharge publique » (20 h 30 à 22 h 30) : invitée : Sylviane Dullak (« Je serais elle ») à propos de transexualité.

Mercredi 15 janvier

« Géopolitique » (15 h 30 à 17 h) : communication, informatique et tiers monde...



PEINTURE

Exposition Geneviève Fournaud

La peinture n'est pas souvent à l'honneur dans les colonnes du *Monde libertaire*. Il est vrai que le langage spécifique de cet art est plus rarement militant que bien d'autres, et plus particulièrement ceux de la littérature et de la chanson. Cependant l'occasion nous est parfois donnée d'aider d'un petit coup de pouce un de ces artistes qui évoluent dans une discipline dont l'impact médiatique reste injustement modéré.

Geneviève Fournaud, qui expose du 7 au 31 janvier 1986 à la bibliothèque du Pré-Saint-Gervais (1), fait partie de ces jeunes peintres de qualité dont nous pouvons recommander l'œuvre aux lecteurs du *Monde libertaire*.

Les amateurs d'expressionnisme (Klunt, Schiele, Munch, Francis Balon et bien sûr Modigliani ont largement inspiré Geneviève) seront frappés autant par la haute technicité du peintre que par sa sensibilité.

Artiste complète, Geneviève, qui a fait ses premiers pas aux Beaux Arts de Toulouse et de Paris et qui n'en n'est pas à sa première exposition — la plus importante fut sans doute, pour elle, le Salon d'automne de Brive —, envisage de s'exprimer également en sculpture sur bois et sur pierre.

P.P.

(1) Bibliothèque du Pré-Saint-Gervais, 46, avenue Jean-Jaurès, Le Pré-Saint-Gervais.

SYNDICATS

Le réformisme voie de garage du syndicalisme

CES quelques lignes jetés sur le papier n'ont pas pour but de relancer le vieux débat syndicalisme réformiste-syndicalisme révolutionnaire sur le terrain de la polémique monotone dans les milieux libertaires. Elles ont seulement l'ambition, à la fois timide et immodeste, de l'éclairer d'arguments contemporains, sinon nouveaux.

Le débat classique peut se résumer ainsi :

- Les réformistes (et avec eux les révolutionnaires agissant dans les centrales syndicales classiques) pensent transformer le monde par la voie de réformes successives.

- Les révolutionnaires estiment que seule une rupture radicale peut provoquer un changement de société en profondeur. Les seconds ont cent fois raisons — ceci n'engage que moi —, et ce pour des raisons qui s'ajoutent aux critiques traditionnelles du syndicalisme réformiste.

En effet, chaque jour qui passe voit un triomphe supplémentaire du capitalisme : des entreprises nouvelles se créent, des réseaux de plus en plus nombreux et sophistiqués relient les entreprises, etc. Comme le dit S.-C. Kolm : « *L'idéologie la plus puissante contre laquelle nous ayons à lutter, c'est le libéralisme économique* ». Face à cette pénétration du virus libéral dans l'ensemble du corps social, les révolutionnaires ont toujours à leur dis-

position une arme remarquable : leur arsenal critique et idéologique, mais ils n'ont plus d'hommes. D'où l'urgence de créer des outils offensifs.

Où en sont de leur côté les réformistes ? Ils ont des hommes, ils n'ont plus de doctrines et surtout, *volens non nocens*, ils se sont fait chasser du terrain économique réel. La vocation fondamentale du syndicalisme, que résume si bien les vers de *La Jurassienne* : « *Ouvrier, prends l'usine ; prends la terre, paysan !* », a complètement abandonnée. Depuis de très nombreuses années, ce courant du syndicalisme n'appréhende plus que les à-côtés de la vie économique. Il ne s'agit même plus des miettes du festin, et encore moins de la préparation du festin. Le patronat a éliminé complètement le mouvement syndical de la participation à la création des richesses (ce qui n'est pas en soi très grave), mais il lui en a définitivement ôté le goût, et ça c'est dramatique.

De grèves perdues en revendications corporatistes, le monde syndical ne fait plus que de la figuration. Pour ne pas être taxé de parti-pris partisan, je citerai un document paru dans *Combat syndicaliste*, organe de la C.N.T., section française de l'A.I.T. Dans le numéro d'octobre 1984 du *Combat syndicaliste*, un dossier énumère les points sur lesquels le patronat pourrait être pris en faute. Ce sont les suivants : amendes, apprentis, Assedic, cau-

tionnement, certificat de travail, Comité d'entreprise, Comité d'hygiène et de sécurité, congé d'éducation ouvrière, congé de formation des cadres et animateurs de jeunesse, congés payés, Conseils de prud'hommes, conventions collectives, déclarations des entreprises, délégués, droit syndical, emploi, femmes enceintes, heures supplémentaires.

Les militants de la C.N.T.-A.I.T., par ailleurs très attentifs à ne pas perdre de vue les objectifs fondamentaux du syndicalisme, se montrent ici préoccupés par les aspects de la vie quotidienne des salariés. La liste des thèmes reprise ci-dessus fut rédigée dans un but d'efficacité pour une pratique syndicale. Des militants d'autres centrales auraient pu d'ailleurs établir le même catalogue.

Tous ces problèmes, qui sont des préoccupations constantes des militants syndicaux, sont-ils importants pour les patrons ? Oui et non ! Oui, car ceux-ci essaient généralement d'éviter les ennuis sur le terrain des relations salariés-employeurs. Sauf pour les patrons qui se comportent comme des tyrans dans leur entreprise.

Non, car il faut savoir si ces questions constituent une part importante de leurs préoccupations, pouvons-nous les chiffrer à 10% du temps et de l'énergie qu'ils dépensent ? La vraie vie de l'entreprise est ailleurs. Leurs préoccupations sont le

chiffre d'affaires, la maîtrise, la politique commerciale, les investissements, la gestion de la production, la recherche des profits, l'innovation technologique...

Combien paraissent peser de peu de poids, à côté de cela, les petits grains que Bergeron — mais il n'est pas le seul ! — se plait à mouder. Alors que les « grands » sujets qui intéressent pour 90% de son temps le chef d'entreprise sont ceux-là mêmes qui devraient être au centre des préoccupations des syndicalistes.

Il y a quelques décennies encore, la prise en main de l'économie (production, consommation, échanges) constituait l'objectif majeur, fondamental, d'une partie importante du monde syndical. Très astucieusement, la classe dirigeante a su dévier les énergies syndicales sur des terrains annexes où les problèmes de fond n'apparaissent plus.

Le syndicalisme a effectivement besoin d'un recentrage, d'un vrai. Est-ce une tâche impossible ? Il « suffit » simplement de poser les bonnes questions, de réaffirmer nos positions : élimination psychologique et physique des outils de domination ; rejet des intermédiaires (partis, parlement), fausses résolutions apportées par les travailleurs ; réappropriation de l'économie par les travailleurs. Moins de tapis vert, plus de drapeau rouge et noir !

Y. PEYRAUT

ESPAGNE

Trois syndicalistes de la C.N.T. torturés

SI l'on peut dire que la « démocratie pluraliste » est définitivement installée dans l'Espagne du P.S.O.E., certaines pratiques de l'époque franquiste n'ont pour autant pas disparu, notamment l'utilisation de la torture dans les prisons.

Ceci, malheureusement, est encore à l'ordre du jour dans de nombreux pays occidentaux, mais le cas de l'Espagne est aggravé par des habitudes trop bien enracinées chez les forces de l'ordre, et surtout par l'approbation d'une loi anti-terroriste sous le dernier gouvernement de l'U.C.D. (centriste) de M. Carlos Sotelo. Les abus (et ce mot semble bien faible ici) que peuvent permettre ce genre de « loi d'exception » ne sont plus à démontrer et l'on ne peut que déplorer que des nations se prétendant démocratiques aient encore recours à des procédés aussi barbares.

De l'emprisonnement sans preuve... à la torture sans concessions

Voici l'histoire de six travailleurs affiliés à la C.N.T., dont le seul « crime » est d'avoir participé à l'agitation syndicale à l'intérieur de l'usine Michelin de Vitoria (Pays basque espagnol), avec bris de pare-brises de voitures et occupations d'usine, parfois violentes. Ces événements ont eu lieu pendant l'effervescence ouvrière des années 79-80 pour s'opposer, entre autres, à l'introduction de nouveaux horaires de travail qui, sous prétexte de ne jamais interrompre les chaînes de montage, imposent aux travailleurs des « tours » de six heures, aussi bien nocturnes que pendant le week-end et les jours fériés, ne

leur laissant que quinze jours de congé d'affilée par an (1).

Parallèlement, le terrorisme basque frappa les usines Michelin du Pays basque espagnol par la main des Commandos autonomes anticapitalistes (C.A.A.), proches de l'E.T.A., provoquant incendies et plasticages de 1979 à 1983 et faisant un mort et plusieurs blessés lors de trois enlèvements.

Le 27 novembre 1984, la police arrête les six syndicalistes les plus combattifs de la C.N.T. de l'usine Michelin de Vitoria sous le titre de la loi anti-terroriste ; ils sont accusés de participation et de collaboration aux attentats des C.A.A. Trois d'entre eux : Guillermo Guerrero, Santiago Abad et Guillermo Argos seront relâchés deux jours plus tard ; mais ils perdront tout de même leur travail. Leurs camarades José Manuel Collado et Vicente Albarrado ne seront libérés que le 24 juin 1985. Quand au sixième, Andrés Sanchez, il est toujours en prison.

Sept mois de prison donc pour J.M. Collado et V. Albarrado qui ont dû payer non pas une mais deux cautions pour l'équivalent de 25 000 FF chacune (ils relevaient de deux tribunaux différents) pour sortir en liberté conditionnelle (le procès devrait avoir lieu au cours de l'année). Et ceci après avoir été disculpés de la majorité des charges retenues contre eux, et sans que l'accusation n'ait pu avancer autre chose que des présomptions en ce qui concerne les autres faits. Mais, cela suffit au respect de la loi anti-terroriste.

Là où l'affaire prend des proportions très alarmantes c'est lorsque J.M. Collado déclare : « *J'ai subi de nombreuses séances de torture pendant ces sept mois : on m'empêchait de dormir... on*

m'a soumis à la « baignoire » (2) et j'ai reçu beaucoup de coups. Je possède même des certificats médicaux qui attestent de lésions au cerveau ». Ou bien les accusations de V. Albarrado expliquant qu'on les torturait pour obtenir des aveux écrits à propos des délits qu'ils n'avaient pas commis : « *Pendant une séance de torture, le commissaire m'a ouvertement dit qu'on voulait en finir avec la C.N.T. au Pays basque, et de transmettre le message à mes copains...* »

Convergence d'intérêts

De son côté, la P.-D.G. de Michelin pour l'Espagne, M. Vigreux, à la retraite depuis quinze jours, déclare qu'étant à Madrid il n'est pas au courant de l'affaire dans ses moindres détails, mais il reconnaît que « *Michelin était très content de se débarrasser de ces syndicalistes trop gênants* ».

De nombreux éléments restent flous dans cette affaire : existe-t-il une collaboration effective de membres de la C.N.T. avec les Commandos autonomes ; jusqu'où la direction de Michelin a-t-elle « collaboré » avec la police pour se défaire de ces syndicalistes « trop gênants » ? En tout cas, elle n'a pas hésité à utiliser des « esquiroles » (3) lors des manifestations ouvrières dans l'usine.

M. Vigreux insinue d'autre part que le syndicat communiste des Commissions ouvrières, « *bien renseigné et organisé* », aurait pu collaborer avec la police pour stopper la hausse de popularité que connaissait la C.N.T. parmi les travailleurs de Vitoria.

Il est clair, en tout cas, qu'aussi bien le patronat que le gouvernement socia-

liste et les syndicats « établis » souhaitent voir disparaître les autres formes de syndicalisme comme l'affirme, après la C.N.T. et le S.O.C. (4), le président de la Confédération des syndicats indépendants (C.S.I.) lors du premier congrès de celle-ci. Précisant que la nouvelle loi organique de liberté syndicale est « *discriminatoire et attentant au syndicalisme libre* » (*El País*, 21 octobre 1985).

Faut-il penser que dans le récent système démocratique que s'est donnée l'Espagne, avec des socialistes au gouvernement, la police est prête à utiliser la torture pour se débarrasser de syndicats « gênants », avec le consentement plus ou moins actif de l'U.G.T. (syndicat socialiste) et des Commissions ouvrières (5). Loin de se limiter à l'Espagne, ce genre de « pratiques » est le fait d'à peu près tous les pays démocratiques et l'on peut comprendre à quelles fins peuvent être utilisées les « lois d'exception » et jusqu'où celles-ci peuvent nous conduire, à l'heure où Andrés Sanchez, le sixième détenu de la C.N.T., hurle peut-être dans une quelconque cellule sombre.

J. Lamarière

(1) Si ce système est actuellement en place dans certaines usines européennes, on peut regretter la rupture du rythme de la semaine du travailleur, qui ne connaît pas en Espagne les compensations d'ordre économique que l'on rencontre dans les autres pays de la C.E.E.

(2) Technique de torture par noyades successives.

(3) « Esquiroles » : agitateurs.

(4) Syndicat des ouvriers paysans.

(5) Vingt-trois plaintes ont été présentées depuis 1979 contre le gouvernement espagnol au tribunal de la Commission européenne des droits de l'homme, dont celle qui est actuellement à l'étude et qui concerne la torture de trois indépendantistes catalans, accusés de la mort d'un industriel, alors que les seules preuves avancées sont des aveux signés sous la torture.